

# inter action

119

LE MAGAZINE DU SOCIAL DANS L'AIN

JUIN 2024

30 ans de valorisation de l'action sociale



DOSSIER PAGE 39

## Le magazine Interaction fête ses 30 ans !



PAGE 8

### INTERVIEW

**Olivier Paternoster**  
Directeur de la DDETS



PAGE 12

### TABLE RONDE

**Non-recours aux droits**  
Quels enjeux ?  
Quelles réponses ?



PAGE 30

### REPORTAGE

**Un clown en soin à l'EHPAD**  
« Toc-toc ! C'est Léondine »

# LA BIEN-TRAITANCE, UNE ÉVIDENCE

[www.ain.fr/bienveillance](http://www.ain.fr/bienveillance)



Personnes âgées ou en situation  
de handicap, familles, partenaires,  
personnel

LE DÉPARTEMENT VOUS  
ACCOMPAGNE DANS VOS  
DÉMARCHES DE RÉCLAMATION.

**AIN**<sup>01</sup>  
le Département



SOMMAIRE  
JUIN 2024 #119



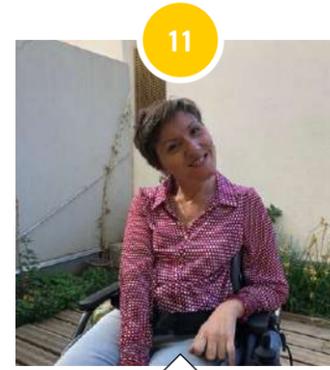
6 | 7  
**C'est vous  
QUI LE DITES**



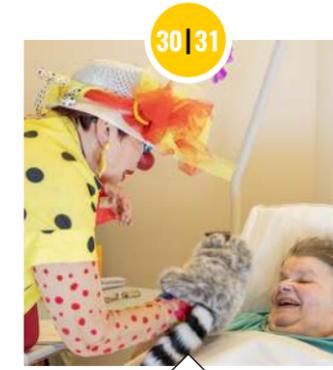
8 | 10  
**Interview Olivier Paternoster  
DIRECTEUR DE LA DDETS**



12 | 14  
**Table ronde  
NON-RECOURS AUX DROITS**



11  
**Portrait pour traits  
MARIE-PIERRE BLANCHET**



30 | 31  
**Reportage  
UN CLOWN EN SOIN À L'EHPAD**



39  
**Dossier  
INTERACTION FÊTE SES 30 ANS**

19 | 37



**LE CAHIER PARTENAIRES**



LE MAGAZINE TRIMESTRIEL DE L'ACTION SOCIALE DANS L'AIN

**Partenaires:** ADAPA, Adapei, ADMR, Ain Domicile Services, Alfa3a, Grand Bourg Habitat, Conseil départemental de l'Ain, Dynacité, MSA Ain-Rhône, Orsac, Semcoda, Udaf de l'Ain |

**Directeur de la publication et de la rédaction:** Jacques Dupoyet | **Directrice opérationnelle:** Eveline Lines Prévitali

| **Réalisation:** Abscisse Communication, 27 rue des Bons Enfants 01000 Bourg-en-Bresse, Tél. 04 74 24 44 44 | **Création:** Genaro Studio |

**Rédaction:** Myriam Denis, Annick Joasson, Gaëlle Lanier, Christophe Milazzo, Mathilde Palfroy, Pascaline Terelli | **Photographies:** Guillaume Cathala (Wave Event)

| **Illustrations:** freepik.com | **Impression:** Estimprim. Tirage : 10 000 ex. N°ISSN : 1260-528X.

[www.interaction01.info](http://www.interaction01.info)

**Contact:** [redaction@interaction01.info](mailto:redaction@interaction01.info)



## Croix-Rouge 01

# Ça roule en Revermont

Depuis avril, l'unité locale du bassin burgien de la Croix-Rouge a mis en place une distribution itinérante dans le Revermont. Chaque mardi, au départ de Ceyzériat où les bénévoles sont déjà présents depuis 2014, un camion sillonne onze communes. Le dispositif intitulé « Croix-Rouge sur roues » a été mis en place pour aller vers les familles qui ne se déplaçaient plus. « La COVID a coupé des liens et puis avec la crise, les gens n'ont plus les moyens de payer des frais d'essence », constate la présidente de l'antenne, Nicole Gabrillargues, qui a rencontré tous les maires concernés. Le camion, qui dispose également d'un espace d'accueil et d'écoute, s'installe dans des lieux discrets. En un mois, le nombre de familles, orientées par les travailleurs sociaux, est passé de 10 à 20. L'association recherche urgemment des bénévoles. ■

[ul.bassin-burgien@croix-rouge.fr](mailto:ul.bassin-burgien@croix-rouge.fr)



La Croix-Rouge sur roues se déplace dans onze communes revermontoises.

## Rénoverie

# RênoMobil ambulante

Avec la RênoMobil, un camion de 3,5 t, la Rénoverie d'Ambérieu-en-Bugey se déplace désormais vers les habitants de la Communauté de communes de la Plaine de l'Ain. Tous les quinze jours, un espace de vente est installé dans les salles communales d'Ambronay, de Lagnieu, de Loyettes, de Saint-Rambert-en-Bugey et de Serrières-de-Briord. Dans cette « mini Rénoverie », on trouve de tout : meubles, vaisselle, jeux, vêtements, appareils électroménagers, etc. Une initiative qui permet de faire bénéficier les personnes non véhiculées de produits de seconde main, ainsi que d'augmenter les ventes de la structure, en vue de sauver davantage d'objets et d'agrandir l'équipe de salariés en contrat d'insertion à vingt personnes d'ici fin 2025. ■



Depuis sa création en 2019, la Rénoverie a collecté environ 400 tonnes d'objets, dont plus de 80 % ont pu trouver un nouvel usage.



## Ils partent, ils arrivent

### Agence régionale de santé

Sidonie Jiquel a succédé en avril à Catherine Malbos, qui a fait valoir ses droits à la retraite, au poste de directrice départementale de la délégation de l'Ain de l'ARS Auvergne-Rhône-Alpes. Elle était auparavant directrice appui ressources aux solidarités du Département de Saône-et-Loire.



Sidonie Jiquel



Catherine Malbos

### France Alzheimer Ain

Auparavant vice-président, Jean-Louis Guido a succédé à Aline Bayard à la présidence de France Alzheimer Ain.



Jean-Louis Guido

## En bref

### CDS de la Croix-Blanche

Labellisée France Services depuis 2022, la Poste de Saint-Étienne-du-Bois a ouvert une nouvelle permanence : depuis le 13 février, le public peut y rencontrer une assistante sociale du CDS (centre départemental de la solidarité) de la Croix-Blanche, le mardi, de 9 à 12 h, sur rendez-vous au 04 74 45 17 32 ou via la plateforme téléphonique aindinoise 3001.

Lire l'article complet sur [interaction01.info](http://interaction01.info)



Inauguration de la nouvelle permanence.

### Professionnels de santé transfrontaliers

Téléchargeable sur le site Internet de l'ARS, le 3<sup>e</sup> rapport de l'Observatoire transfrontalier des personnels de santé montre la hausse du nombre d'infirmiers et d'aides-soignants résidant côté français et travaillant en Suisse, l'évolution des effectifs de ces deux professions dans les établissements sanitaires, et dresse un état des lieux chiffré de l'offre de formation.

<https://url.me/FK129>

PAR JEAN DEGUERRY, PRÉSIDENT DU DÉPARTEMENT DE L'AIN

# 30 ans d'action sociale au service des Aindinois

En célébrant le trentième anniversaire d'*Interaction* dans notre cher département de l'Ain, nous rendons hommage à trois décennies de dévouement à l'action sociale, une période marquée par l'entraide et la solidarité. Depuis ses débuts, *Interaction* a été le témoin des changements sociaux et a su s'adapter aux besoins croissants d'un département en développement (+ 6 000 habitants par an). Grâce à la collaboration étroite avec les acteurs locaux, ce magazine est devenu une référence, non seulement pour les professionnels du secteur mais aussi pour les Aindinois.

Le Département, pilier de cette initiative, a toujours soutenu les valeurs d'inclusion et de soutien mutuel porté par le magazine. Acteur social de proximité, son engagement sans faille a permis de tisser un réseau solide et performant d'acteurs sociaux. Le Département offre l'opportunité d'un rendez-vous avec un professionnel de l'aide sociale proche de chez soi, dans l'un des 51 services de proximité (SDP) du Département. Acteur de terrain, il partage avec *Interaction* ce souci de l'action au plus près des Aindinois.

Nous sommes fiers de ce que nous avons accompli ensemble avec *Interaction* et nous entendons poursuivre cette mission pendant de nombreuses années encore !

En cette année jubilaire pour *Interaction*, nous célébrons non seulement trente ans de journalisme social engagé dans l'Ain, mais aussi l'empreinte d'un homme d'exception Alain Gilbert, rédacteur en chef durant 25 ans auquel je tiens à rendre hommage. Sa vision altruiste a grandement contribué à la vie du magazine et à l'impact de l'action sociale dans l'Ain.

Avec lui et sous la direction de publication de Jacques Dupoyet, *Interaction* s'est imposé comme le porte-voix des sans-voix, illuminant les recoins les plus sombres de la précarité avec la lumière de l'espoir et de la solidarité. Il a porté la voix de plusieurs générations de travailleurs sociaux, bénévoles et professionnels, mettant ainsi en lumière l'action dévouée de nombre d'entre eux.

Aujourd'hui, alors que nous honorons un travail de journalistes passionnés pour la cause sociale, nous réaffirmons notre engagement à poursuivre cette mission cruciale d'information mais également de promotion des métiers du social et de la santé.

*Interaction* poursuit sa mission d'information avec talent et continue de bâtir des ponts entre l'ensemble des acteurs du domaine social.

Félicitations et longue vie à *Interaction* ! ■



C'EST VOUS  
QUI LE DITES !

Nous avons quitté nos anciens locaux burgiens de la rue Nodet le 18 janvier pour l'impassé Littré. La radio est installée dans l'enceinte de l'établissement Saint-Joseph, côté collège, dans des locaux simples et clairs. Nous sommes plus près du centre-ville. Toute l'équipe a envie de venir y travailler ! Les bénévoles ont été très actifs. Ils ont suivi le chantier, préparé le déménagement, nettoyé, bricolé pour réutiliser notre ancien mobilier. Sans eux, on n'y serait pas arrivé ! RCF est une radio associative : ils l'ont bien montré. Aujourd'hui, un de nos projets est de développer des ateliers d'éducation aux médias. Nous intervenons déjà dans des établissements à Pont-d'Ain et Ambérieu-en-Bugey et nous accueillons des collégiens dans nos studios.

ISABELLE BERGER

DIRECTRICE D'ANTENNE À RCF PAYS DE L'AIN



Le refus scolaire anxieux n'est pas un caprice. C'est un véritable empêchement pour des jeunes qui semblaient être comme tous leurs camarades. Ils ont toutes les capacités pour apprendre, ne sont pas empêchés par un handicap, mais se retrouvent dans une incapacité à être en relation avec les autres. Nous avons à les rassurer, leur redonner confiance.

MARYLINE REMER  
INSPECTRICE D'ACADÉMIE  
DE L'AIN



## Déambulation graphico-musicale

Composer une musique à partir d'un tableau : créatif, collectif et intergénérationnel, l'original projet « Tablo d'une agglo » a réuni plus de 200 élèves du Conservatoire et d'écoles de Grand Bourg Agglomération, dont l'atelier art et handicap, autour des œuvres de 14 membres de l'atelier artistique burgien Des rêves en couleurs. Le 6 avril, le public était convié à voir/écouter le fruit de leur travail, au Monastère royal de Brou.



La qualité de l'accueil de la personne conditionne cette possibilité de l'associer pour permettre un accompagnement réussi.

CHRISTINE GUINARD  
VICE-PRÉSIDENTE D'ALFA3A

# Ressourcerie du Pays de Gex Frigo anti-gaspi

Installé durant la Semaine européenne de réduction des déchets 2023, à l'entrée de la boutique de la ressourcerie à Ornex, structure gérée par Alfa3a, le frigo anti-gaspi a du succès. Chacun peut y déposer des aliments excédentaires ou se servir librement. Les produits du potager participatif, ouvert à tous, créé au printemps 2023 en face de la ressourcerie, auquel contribuent activement quatre bénévoles et la responsable d'animations, y sont fort appréciés. Les nouveaux bénévoles sont les bienvenus pour prendre soin de ce lieu de partage et de convivialité.

Dernière-née des initiatives écoresponsables et inclusives favorisant la solidarité alimentaire locale : à côté du frigo, une

grainothèque, mise en place en mars dernier lors d'une gratiféria organisée par Sivalor sur le thème du jardin, invite à l'échange et au partage de semences.



Kate McHugh Stevenson, responsable d'animations, invite à découvrir le frigo anti-gaspi et la grainothèque.

## Vu sur les réseaux

### f Ain Domicile Services - 1<sup>er</sup> juin

#savethedate  
Ain Domicile Services organise un temps de sensibilisation sur Mon Espace Santé en partenariat avec l'Agence régionale de santé ARS Auvergne-Rhône-Alpes, la Caisse Primaire d'Assurance Maladie, le Ministère de la Santé  
1 date : le 4 juillet 2024  
1 horaire : de 10h à 12h  
1 lieu : notre antenne de proximité à #reyrieux  
C'est gratuit, sans inscription obligatoire et ouvert à tous !  
#monespacesanté

### f APF France handicap Rhône-Ain - 28 mai

[Enquête Flash]  
Le groupe de travail régional santé de l'Uraf AURA a conçu une enquête flash, à destination des familles d'Auvergne-Rhône-Alpes, sur la thématique de la fin de vie et des

soins palliatifs.

Le but de cette étude est de mesurer le niveau d'information et les préoccupations des familles sur ces questions.

### in Département de l'Ain - 27 mai

Il y a forcément dans votre réseau ou votre entourage des jeunes qui n'ont pas encore trouvé leur job d'été ! Les #Ehpad, les services d'aide à domicile (#SAAD) et les structures #handicap recrutent pour cet été 2024, partout dans l'#Ain ! Des emplois qui ont du sens ! Plus de 100 postes à pourvoir ! Toutes les infos et missions : [www.ain.fr/jobs-ete/](http://www.ain.fr/jobs-ete/)

### f AIN Habitat - 17 mai

[Trop riche pour acheter un logement social !] Vous êtes sûrs ? Une majorité des ménages peut en bénéficier. Renseignez-vous !

VITE DIT !

## Journée de l'aide à domicile

L'Adapa a célébré le 17 mars, la Journée nationale de l'aide à domicile, en réalisant une vidéo donnant la parole à des bénéficiaires remerciant leurs aides à domicile, illustrant l'importance qu'elles et ils ont pour eux dans leur quotidien.

À découvrir sur : <https://www.youtube.com/watch?v=lmYe5boN9dc>



## Faites vos jeux !

À l'occasion des JO 2024, le Département propose jusqu'en novembre de nombreux événements pour tous publics, célébrant l'olympisme, le sport, la culture et leurs valeurs communes : week-ends festifs (avec shows, stands de pratique et découverte, ateliers accessibles selon les handicaps...), expositions, escape game, conférences...

<https://www.ain.fr/faites-vos-jeux/>

## Queeristan burgien

Depuis janvier, un groupe de personnes concernées et souhaitant créer un réseau d'entraide et de soutien propose une permanence LGBTQIA+ le premier mardi de chaque mois, à la Tannerie à Bourg-en-Bresse, de 12 à 14 h (de 17 à 20 h en juillet, pas de permanence en août et reprise décalée au 10 septembre). Deux soirées tout public sur les transidentité ont également eu lieu et seront renouvelées.

Les personnes souhaitant rejoindre le réseau, qui deviendra peut-être une association, sont les bienvenues.  
<https://www.facebook.com/share/Xeh9ypZ7AhozixVC/>

\* Lesbienne, gay, bi, trans, queer, intersexe, asexuel et autres



À tout juste 40 ans, Olivier Paternoster a pris les rênes de la Direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités (DDETS). Originaire de Nancy, il a travaillé dans le Grand Est, au niveau régional en Champagne-Ardenne puis dans l'Aube et à la DDETSPP (protection des publics) en Meuse. Très attaché à la notion de collectif, de partage, de réseau, il arrive dans l'Ain avec l'envie de renforcer les liens entre le monde de l'insertion, du handicap et de l'entreprise. Il s'appuiera notamment sur le dispositif national « Les entreprises s'engagent », qui prend son essor dans le département. Rencontre avec un homme aligné, qui prône une approche bienveillante, avec la volonté d'être utile pour le territoire.

Propos recueillis par Gaëlle Lanier

# Olivier Paternoster

**DIRECTEUR DE LA DDETS, DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE L'EMPLOI, DU TRAVAIL ET DES SOLIDARITÉS**

## « L'engagement, c'est agir sans arrière-pensée »

**La Direction départementale de l'emploi du travail et des solidarités (DDETS\*) existe depuis 2021. Quels sont ses champs d'action ?**

La DDETS est une organisation récente. Elle a été créée pour faire le lien entre les politiques d'hébergement-logement et les politiques de l'emploi et de l'insertion. L'idée est de créer une continuité. Vous ne pouvez pas accompagner quelqu'un vers l'emploi si vous ne travaillez pas sur ses freins sociaux ou d'accès au logement. Notre organisation vise à décloisonner l'ensemble des acteurs qui agissent et que l'on accompagne autour de ces problématiques. L'entreprise est aussi un acteur de l'emploi, car elle a des besoins en compétences mais elle se doit d'aller vers les publics.

**Vous avez pris vos fonctions dans l'Ain fin mars. Quelles sont vos missions prioritaires ?**

Rencontrer le plus vite possible tous les acteurs avec qui nos services travaillent au quotidien. J'ai essayé rapidement de m'imprégner des territoires et des actions mises en œuvre. Par exemple, j'ai déjà pris connaissance des activités de l'association Tremplin, d'Alfa3a et de leurs activités d'insertion par l'activité économique. **Il existe une vraie dynamique autour de l'insertion connectée aux besoins des entreprises.** J'ai visité le chantier Textile 360 de Tremplin qui s'est fait en partenariat. Il y a des logiques d'innovations technologiques qui se lient avec la possibilité de proposer des emplois très divers à des publics en recherche d'insertion et en même temps de les accompagner. On arrive à créer un cercle vertueux. Il y a une

vraie capacité d'innovation sociale. C'est précieux.

**C'est d'autant plus précieux dans un département où le taux de chômage est très bas...**

Oui, c'est une chance pour l'Ain d'avoir un taux de chômage de 5,7 %, un des plus bas en France. Mais cela veut dire qu'aujourd'hui, on a des publics qui ont un besoin d'accompagnement encore plus renforcé. Il faut leur offrir des solutions dans leurs parcours. Je tiens beaucoup à cette notion de parcours. Une personne au chômage depuis longtemps, ou qui arrive sur le marché du travail sans qualification ou avec un handicap, a besoin d'étapes. Il existe un réseau d'entreprises sociales inclusives (entreprises adaptées, insertion par l'activité économique...). **Cette connexion entre les acteurs de l'accompagnement social, de l'insertion professionnelle et des entreprises est très positive. Elle correspond tout à fait à l'esprit du dispositif national « Les entreprises s'engagent ».**

**Pouvez-vous nous rappeler en quoi consiste ce réseau lancé en 2018 ?**

Sur le territoire, il existe des entreprises qui sont, pour un certain nombre, déjà engagées en faveur

de l'inclusion. Elles ont des actions volontaires et positives autour de l'accueil, de l'intégration et ouvrent leurs portes pour diversifier leurs modes de recrutement. Avec ce dispositif, elles s'engagent dans l'inclusion des publics et elles mettent en place des actions concrètes. Par exemple : des immersions professionnelles pour des publics demandeurs d'emploi, un travail en partenariat avec des structures d'insertion, de l'achat inclusif, des activités en sous-traitance...

**Comment ce dispositif les aide-t-elles à aller davantage vers l'inclusion ?**

« Les entreprises s'engagent », c'est un club. C'est faire partie d'un réseau, avoir la possibilité de participer à des événements, être accompagné, partager entre entreprises. Vous allez y retrouver des entreprises qui faisaient naturellement de l'inclusion et vont pouvoir valoriser leurs initiatives et d'autres entreprises qui vont bénéficier de cette expérience pour développer des actions et de l'animation. Le club est une passerelle pour créer des partenariats entre le monde de l'inclusion et le monde de l'entreprise.

**Vous avez donc envie d'accompagner cette organisation dans l'Ain ?**

Oui. Il y a déjà une vraie dynamique qui est en train de se construire avec la MIFE, et son directeur M. Maquet, avec la constitution d'un réseau d'entreprises du territoire qui donnent des idées, proposent des actions pour rapprocher les besoins entreprises et les publics. J'ai une vraie histoire avec

“

Une vraie capacité d'innovation sociale

MARIE-PIERRE BLANCHET

# Une femme assise mais libre

PAR ANNICK JOASSON

Le handicap ne l'empêche pas de vivre de manière indépendante et autonome, avec une ferme volonté de liberté.

« JE SUIS UN PEU TROP ENTIÈRE. DÉJÀ ENFANT, JE VOULAIS ÊTRE UNE FEMME LIBRE. IL FAUT FONCER, S'ÉCOUTER, AIMER, RÉFLÉCHIR, RIGOLER. »

Intrépide Marie-Chaussette en 2014, *Les élans de cœur d'une femme assise* en 2018, *Intrépide Marie-Caboche* en 2022 : les livres de Marie-Pierre Blanchet reflètent sa personnalité. Intrépide et têtue, elle l'est assurément.

Une puissante force de vie l'a animée dès la naissance : « *On me croyait morte mais une infirmière m'a vue tressauter, j'ai été réanimée. Je voulais vivre !* » confie-t-elle, avec un large sourire espiègle. Atteinte d'IMC\*, la petite

Châtillonnaise entre en institution à 5 ans et demi, près de Lyon : « *C'était la seule solution pour aller à l'école. C'était difficile de lâcher ma famille, ma tribu, mais il le fallait. Mes parents étaient d'accord.* » Elle poursuit à la Fondation Richard. « *J'ai rencontré des profs et une ergothérapeute vraiment à l'écoute, qui m'ont aidée à entrer en 6<sup>e</sup> normale, à poser mes paroles sur le papier.* » Le clavier adapté devient vite ordinateur adapté. Bachelière à 20 ans, elle entre en fac de lettres à Montpellier, « *la seule accessible* ».

UNE PLUME ALERTE

« *Je ne peux rien faire seule sauf écrire et lire.* » Qu'à cela ne tienne : Marie-Pierre veut vivre de manière autonome, indépendante, libre. Depuis vingt-cinq ans, elle vit seule en appartement. Cinq assistant(e)s de vie se relayent auprès d'elle, 24 h/24. Particulier employeur, elle les recrute elle-même : « *Je les choisis au feeling, je les forme.* » Appartement, voiture, sorties, activités, voyages, vie sentimentale... Marie-Pierre a « *une vie normale* ». Elle aime cuisiner : « *Je fais des recettes compliquées, mes assistants de vie sont mes mains.* » Écrire fait pleinement partie de sa vie. Ses deux livres aux titres où les initiales forment le sigle IMC témoignent, d'une plume alerte, de son enfance et adolescence. Entre les deux, son recueil de nouvelles a un ton plus intimiste : « *J'avais besoin de m'extirper du handicap. Je voulais quelque chose de délicat, de cru, sans artifices, qui parle de la vie, la mort...* »

Bio



- 50 ans
- Originaire de Châtillon-sur-Chalaronne, benjamine d'une fratrie de 11 enfants
- Handicapée de naissance, atteinte d'une IMC\*
- Licenciée en lettres modernes
- Fondatrice de l'association Ma différence en partage
- Intervenante dans des établissements scolaires et centres de formation, sur le handicap
- Auteure de romans et nouvelles



Une puissante force de vie

D'autres ouvrages sont en cours de gestation : sur le parcours de vie d'un migrant, sur la relation avec les aidants, un livre pour enfants... Marie-Pierre se déplace dans la France entière pour dédicacer ses livres, comme en février dernier à Bourg-en-Bresse, où elle a gardé un lien fort avec l'APF de l'Ain. Elle intervient aussi dans des établissements scolaires et de formation, à la rencontre des jeunes et des futurs professionnels du social et médico-social. Pour la rencontrer, rendez-vous au 3<sup>e</sup> Salon handi-inclusif du livre Handimat, à Vernaison (69), le 24 novembre. ■

\* infirmité motrice cérébrale

<http://intrepidemariechaussette.over-blog.com>



« Vous ne pouvez pas accompagner quelqu'un vers l'emploi si vous ne travaillez pas en même temps sur ses freins sociaux ou ses difficultés d'accès au logement. »

les clubs « Les entreprises s'engagent ». J'avais travaillé à la construction du club dans l'Aube. J'ai vu la capacité à être utile sur le territoire. Pour que cela fonctionne, il faut que le club organise des actions pour faciliter les rencontres. L'enjeu dans l'Ain, c'est que le club et nos services aillent chercher un maximum d'entreprises du département qui ont envie de s'investir et de pouvoir les accompagner pour aller chercher de nouveaux partenaires, mobiliser les acteurs du réseau pour l'emploi — France travail, les missions locales, Cap emploi — mais aussi tous les acteurs de l'insertion. La DDETS a un rôle de facilitateur.

C'est aussi mettre en lien les entreprises avec le monde des associations, deux mondes qui ne se rencontrent pas forcément ?

Oui, c'est vrai. Mais, dans une période de tension de recrutement et en même temps de risque de fragiliser des publics en recherche d'insertion, on ne peut plus faire l'un sans l'autre. **Le club, c'est d'abord se connaître. Une fois que l'on se connaît, se demander ce que l'on peut faire ensemble. Et ensuite, transformer l'essai. C'est gagnant-gagnant.** A la fin, des actions pourront permettre à des personnes en recherche d'emploi de peut-être juste confirmer un projet

professionnel. Il faut être humble. Mais une entreprise qui ouvre ses portes peut donner envie d'aller plus loin, d'avoir une perspective.

Quelle place donnez-vous au public porteur de handicaps dans ces actions ?

Le club a mis en place des visites d'Esat, d'entreprises adaptées. L'idée est de répondre à plusieurs questions. Comment peut-on permettre, à des entreprises qui ont envie de s'investir, de recruter des personnes en situation de handicap ? Comment adapter les postes de travail ? Comment obtenir des aides et mettre en place des actions d'immersion ? Comment renforcer les liens avec Cap emploi ? Le club est là aussi un facilitateur. Dans l'Aube, j'ai connu des entreprises adaptées qui ont des ateliers au sein d'entreprises industrielles, dédiés à des activités de production de mécanique industrielle.

Il existe donc, dans l'Ain, un des premiers départements industriels de France, des leviers d'action ?

Oui. Je l'ai déjà dit aux acteurs de l'IAE (insertion par l'activité économique) : travailler un modèle qui permette de répondre à des besoins de l'entreprise, y compris en termes de sous-traitance industrielle ou d'activité connexe en lien avec des entreprises de l'industrie, c'est un vrai projet et c'est peut-être là où on peut aller plus loin. Au sein des « Entreprises s'engagent », des échanges se font déjà avec le Medef ou le Pipa



Faire confiance aux acteurs de terrain

(Parc industriel de la Plaine de l'Ain). C'est l'occasion de concrétiser des actions. J'ai envie de réussir à créer de nouveaux projets qui gardent ce cœur d'innovation sociale.

« Impliquer les entreprises dans une société inclusive et un monde durable » est le slogan du club. N'est-ce pas utopique dans une société de plus en plus repliée sur elle-même ?

Non. Je crois à la capacité, grâce à ces rencontres, de lever toutes les caricatures qui peuvent exister dans la tête d'un chef d'entreprise qui a une vision parcellaire de ce qu'est un acteur de l'insertion. Et inversement. **Pour nos professionnels de l'accompagnement social et de l'insertion, il y a un enjeu vers le monde de l'entreprise. C'est se connaître. Il n'y a pas d'utopie — et d'ailleurs il y a des faits — à se dire que ces mondes-là peuvent avoir des intérêts convergents.** Il faut mettre tout ce beau monde autour de la table et je suis sûr que des idées vont émerger. Il faut faire confiance aux acteurs de terrain. Nous, nous sommes là pour être un facilitateur. Et s'il faut accompagner un projet, on peut aussi mettre des moyens. Quand il y a un beau projet, on arrive à trouver un dispositif.

Pour vous, qu'est-ce que c'est l'engagement ?

Donner le maximum pour trouver des solutions. Quand on travaille pour les services de l'État, à mon poste, on ne souhaite qu'une chose : faire avancer les politiques publiques par la recherche de solutions et elles viennent des acteurs de terrain. Il faut leur faire confiance. S'engager, c'est agir pour les publics pour lesquels nos missions sont tournées et ces publics sont très divers. On s'adresse aux demandeurs d'emploi, aux sans-abri, à des réfugiés, à des femmes victimes de violence, à des salariés en difficulté dans leurs entreprises ou qui ont des conditions de travail difficiles... Pour résumer, l'engagement, c'est agir sans arrière-pensée, au service du public et avec les acteurs du territoire. ■

\* La DDETS est la fusion de l'ancienne unité départementale de la DIRECCTE et de la Direction départementale de la cohésion sociale.



# Non-recours aux droits : quels enjeux ? Quelles réponses ?

Aussi difficile à saisir précisément qu'à quantifier, le non-recours aux droits est un phénomène complexe aux très lourdes conséquences sociales. Devant son importance, les acteurs du secteur se mobilisent pour imaginer ensemble des solutions en faveur de l'accès aux droits du plus grand nombre.

## D'où vient le non-recours ?

Complexité des aides et méconnaissance semblent être les deux raisons les plus fréquentes de non-recours.

Camilla Meridja rappelle que l'Odenore, observatoire du non-recours, insiste sur ses causes multiples qui varient selon le contexte, les prestations et les services. Il concerne « toutes les dispositions qui peuvent améliorer le quotidien des habitants » pour Karine Thévenard. Ainsi, à la MSA, le travail pour l'accès aux droits s'étend aux prestations légales, celles mises en place par la caisse Ain-Rhône et plus largement celles non couvertes par la sécurité sociale.

### PLUSIEURS FORMES

« Soit on n'a pas connaissance de ses droits. Soit on l'a, mais on ne demande pas. Soit on a connaissance, on a demandé, mais on ne perçoit pas », résume Karine Thévenard. Elle relève l'importance de la non-proposition de la part des professionnels, souvent par méconnaissance. « Cela fait écho à la complexité », complète Camilla Meridja. « Le manque d'informations est une réalité, surtout pour les relais sur le territoire. Nos partenaires n'ont pas toujours conscience de ce qu'apporte la MSA », ajoute Myriam Monnier. « Les règlements sont compliqués, les travailleurs sociaux ont parfois du mal à s'y retrouver. Une simplification serait bienvenue », souligne Karine Thévenard. Difficile en effet d'avoir une connaissance complète des droits, surtout à l'échelle locale, ce qui soulève un enjeu de communication et de formation, y compris des bénévoles et des chargés d'accueil. « On est très sensibles à l'accueil du public, qui est la première porte d'entrée pour l'accès aux droits et pour orienter correctement. »

À cela s'ajoute la dimension culturelle. « Des personnes en fragilité psychologique ou en situation de grande pauvreté auront plus de mal à demander une aide, elles vont se sentir honteuses », insiste Camilla Meridja. Un sentiment présent à la MSA. « Certains exploitants travaillent beaucoup, n'ont pas forcément de hauts revenus et pourraient bénéficier du RSA. Culturellement, il est très compliqué pour eux de demander de l'aide. »

“ L'Odenore et la DREETS ont chiffré le coût du non-recours, on dépasse le milliard. ”

CAMILLA MERIDJA

« La cause plus fréquente est la complexité des démarches. Il y a une difficulté à comprendre le fonctionnement des institutions, les documents à fournir. À cela s'ajoutent les difficultés personnelles (langue, isolement...) et celles ajoutées par le numérique. »

KARINE THÉVENARD  
DIRECTRICE DU CCAS\* DE BOURG-EN-BRESSE



« Dans les centres sociaux, plus de 50 % du réseau a un axe de travail sur l'accès aux droits avec des permanences d'écrivains publics. Ils ont été identifiés comme passeurs vers d'autres institutions pour accéder à certaines prestations. »

CAMILLA MERIDJA  
DÉLÉGUÉE FÉDÉRALE ADJOINTE, FÉDÉRATION DES CENTRES SOCIAUX DE L'AIN



« Nous formons nos agents d'accueil pour être des sentinelles, identifier les signaux faibles de mal-être, de précarité, de tension familiale... En tant que guichet unique, la MSA peut rapidement orienter vers un travailleur social pour prendre le relais sur un accompagnement qui dépasse le cadre d'intervention d'un agent d'accueil. »

MYRIAM MONNIER  
SOUS-DIRECTRICE À LA MSA AIN-RHÔNE

“ Si j'avais une baguette magique, je remettrais de l'humain dans les démarches. ”

KARINE THÉVENARD

## Le compte n'est pas bon

Difficile de mesurer précisément l'ampleur du non-recours. Au niveau national, on évoque un tiers de non-recourants au RSA. Dans l'Ain, les chiffres seraient plus frappants. « Quand l'État a mis en place différents ateliers dans le cadre du pacte de solidarité, on était entre 56 et 65 % de non-recours sur le RSA », se souvient Karine Thévenard. Si la fédération des centres sociaux n'a pas de données précises, 14 000 personnes ont franchi leurs portes en 2023 pour une demande liée à l'accès à un droit.

Cette difficulté à quantifier s'explique en partie par la diversité des publics. Certains peuvent être repérés en raison de freins définis (barrière de la langue, du numérique...). D'autres ont des obstacles personnels (« ce n'est pas pour moi, j'ai honte de demander ») qui les rendent invisibles aux acteurs luttant contre le non-recours. Tout n'est pas noir pour autant. « Nous sommes en meilleure capacité d'identifier les publics, d'aller vers eux. Nous avons des données de plus en plus nombreuses et nous connaissons les freins », pense Myriam Monnier. Des initiatives comme les rendez-vous prestations donnent une idée de l'étendue des besoins. « On regarde la situation personnelle des adhérents pour voir si des droits n'ont pas été ouverts. En 2023, on a reçu 600 assurés et 25 % des rendez-vous ont débouché sur une ouverture de droit. » De même, 40 % des accompagnements par les travailleurs sociaux de la MSA ont eu comme point de départ la question de l'accès aux droits.



\* Centre communal d'action sociale  
\*\* Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités



## Des pistes de solutions

Des progrès ont déjà été réalisés. « Il y a **plus de communication entre les institutions** », rassure Karine Thévenard. « **Beaucoup d'améliorations ont eu lieu sur la coordination interbranche** », complète Myriam Monnier. « **On a des ponts privilégiés, des rencontres pour dénouer les situations complexes.** » Camilla Meridja ajoute : « **Il n'y a pas de chef de file sur la lutte contre le non-recours. D'où l'importance de ces rencontres partenariales entre les professionnels pour savoir qui fait quoi et comment.** » Mais un chef de file unique serait-il une bonne réponse ? Pas forcément pour Myriam Monnier. « **Chaque prestation a des critères particuliers. Avoir une organisation avec la capacité d'avoir une information suffisamment précise pour prendre en compte toutes les situations est une illusion.** »

### Solidarité à la source ?

Parfois évoquée comme une solution, l'attribution automatique existe pour certaines prestations telles que la complémentaire sociale et solidaire pour les bénéficiaires du RSA. La MSA a ainsi changé les conditions d'obtention d'une

aide aux vacances, auparavant attribuée sur demande. « **Seuls 35 % des potentiels bénéficiaires la demandaient. Elle est maintenant versée automatiquement aux adhérents qui répondent aux critères** », décrit Myriam Monnier. Mais la généralisation de l'automatisation ne fait pas l'unanimité. « **N'est-il pas aidant pour certaines personnes de se mettre en mouvement pour faire la démarche de demander de l'aide ?** »

### De l'humain !

Rouvrir des guichets et simplifier : voilà la formule magique. « **Les Maisons France Services ont aidé. Mais dans les territoires ruraux, c'est parfois compliqué de se déplacer jusqu'au premier pôle administratif** », souligne Camilla Meridja. « **On a des contraintes avec les conventions d'objectifs et de gestion avec l'État** », tempère Myriam Monnier. « **Pour nous, l'enjeu est d'automatiser le plus possible les démarches pour les personnes autonomes (majoritaires) pour libérer du temps humain pour les publics fragiles.** » ■

ANIMATION **XAVIER JACQUET, CHRISTOPHE MILAZZO**  
 SYNTHÈSE **CHRISTOPHE MILAZZO**  
 RÉALISATION RCF **MAUREEN MATRINGHEN**  
 PHOTOS **GUILLAUME CATHALA**

### L'expérience burgienne

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier, Bourg-en-Bresse fait partie des 39 villes ou communautés de communes reconnues comme **territoire zéro non-recours**. Ce statut fait suite à la réponse à un appel à projets lancé par l'État avec pour objectif la réduction du non-recours, notamment par la simplification. « **Ce qui a beaucoup été mis en avant, c'est d'aller vers les publics, d'améliorer la coordination entre les acteurs, de co-construire des expérimentations en associant les habitants pour viser juste** », raconte Karine Thévenard. Ces buts résonnent avec les initiatives de centres sociaux qui ont développé « l'aller-vers » grâce à des centres sociaux itinérants. « **Ils vont à la rencontre des habitants, questionner, écouter les préoccupations notamment autour de la charge administrative** » détaille Camilla Meridja.

Bourg-en-Bresse n'est pas à son coup d'essai. Elle avait lancé dès 2004 l'action partenariale « **agir ensemble pour l'accès aux droits** ». En parallèle, une coordination des aides financières était en place dans l'Ain. « **Répondre à l'appel à projets était dans la continuité de ce qu'il se passait sur le territoire, valorisait l'existant et permettait de poursuivre le travail engagé** », poursuit Karine Thévenard.

### Premières étapes

La ville a recruté un facilitateur pour l'aider dans ce projet partenarial dont la première phase était un état des lieux. 250 personnes, dont une cinquantaine d'habitants, se sont mobilisées dans différents groupes pour partager l'état des lieux et pointer les besoins. En février, une rencontre entre les groupes a servi à prendre connaissance du travail et à réfléchir aux solutions concrètes. « **Un groupe de travail avec 18 structures différentes (institutions partenaires, bénévoles, associations...) reprend le travail des groupes locaux et de la rencontre collective pour construire un plan d'action.** » S'il est trop tôt pour préciser les propositions retenues, beaucoup tendent vers le besoin d'associer les acteurs, d'améliorer la coordination et d'aller vers les publics les plus éloignés avec des accompagnements différents.

Cette table ronde sera disponible en podcast le 14/06/2024 sur <https://www.interaction01.info/>

# FOCUS

## Service civique mode d'emploi

### Qu'est-ce que le service civique ?

C'est un dispositif mis en place par l'État pour permettre à des jeunes de s'engager dans des missions d'intérêt général, auprès d'associations, de collectivités locales et territoriales, d'établissements publics ou de structures à but non lucratif.

L'engagement est volontaire : le jeune qui décide d'y participer le fait de sa propre initiative, sans obligation légale.

Il signe un contrat d'engagement de service civique.

### Quelles peuvent être les missions ?

Les domaines d'activité sont très diversifiés :

- accompagnement de personnes en difficulté (séniors, réfugiés, en situation, de handicap, de précarité financière, de recherche d'emploi...),
- protection de l'environnement (déchets, alimentation, mobilité, biodiversité...),
- éducation pour tous,
- numérique,
- promotion de la santé,
- solidarité...



### À quoi cela sert-il ?

Les apports du service civique sont multiples.

Cela permet au jeune de :

- découvrir, valider une orientation professionnelle ;
- acquérir ou approfondir une expérience, développer des compétences transversales (travailler en équipe, parler en public...);
- apprendre à s'adapter à différents publics (enfants, personnes âgées, handicapés...);
- découvrir de nouvelles réalités sociales et s'ouvrir à la diversité culturelle ;
- accroître la confiance en soi, prendre de l'assurance ;
- découvrir l'engagement citoyen et s'impliquer dans la société en développant son sens civique.

Valorisé sur le plan professionnel, le service civique constitue une expérience enrichissante à mentionner sur son CV et peut faciliter l'accès à l'emploi ou à des formations ultérieures.

### En pratique



#### À qui cela s'adresse ?

Jeunes de 16 à 25 ans (ou jusqu'à 30 ans pour les jeunes en situation de handicap).



#### Pour combien de temps ?

De 6 à 12 mois.



#### Quel est le temps hebdomadaire consacré à la mission ?

Entre 24 et 35 h par semaine dont un temps d'accompagnement aux projets d'avenir (formation, permis...) et les temps collectifs (formations).



#### Quel est le montant de l'indemnité ?

619 € nets par mois.



#### D'autres points utiles ?

Le suivi de formations obligatoires : prévention et secours civique (PSC1), formations civiques et citoyennes (environnement, média, engagement, handicap, alimentation...).

### Où se renseigner ?

Toutes les offres sont publiées sur [service-civique.gouv.fr](https://service-civique.gouv.fr)

Unis-Cité propose des missions bi-thématiques en équipes à Bourg (32 postes) et à Ambérieu-en-Bugey (24 postes) débutant mi-octobre 2024. Des réunions d'information ont lieu régulièrement.

Prochaines dates : 4 et 27 juin, 11 juillet à 13h30 à Ambérieu, 12 rue du Clos Dutillier, 7 et 19 juin, 2 et 15 juillet à 13h30 à Bourg-en-Bresse, 5 avenue Alsace Lorraine (inscription recommandée).

La Fédération des œuvres laïques (FOL) fait le lien avec les structures sans agrément, permettant d'accéder à des missions dans l'Ain.

### Contacts



Unis-Cité - Tatiana Guigal  
06 12 14 07 82  
tguigal@unicite.fr  
[unicite.fr](https://unicite.fr)



FOL - Sébastien Labry  
07 78 41 72 64  
servicecivique@fol01.org  
[liguefol01.com](https://liguefol01.com)

## Répit des aidants

# Multi-actives Lucioles

Opérationnelle sur 104 communes, de la Côtière à Vonnas via le Val de Saône et la Dombes, la plateforme d'accompagnement et de répit des aidants Aux Lucioles développe depuis 2012 de multiples actions : groupes de parole, soutien psychologique à domicile... « *Nous sommes toujours à l'écoute des besoins des aidants* » rappelle sa directrice, Delphine Montessuit.

Suite à la création d'une valise de jeux facilitant le partage d'activités aidant/aidé, disponible en prêt, une deuxième est en projet, avec un contenu élaboré à nouveau avec des aidants. Autres nouveautés : des ateliers collectifs de sophrologie et l'expérimentation de casques de réalité virtuelle, visant aussi à favoriser la détente et le bien-être. Un point important pour « *permettre à l'aidant de continuer à l'être* ». Pour toute action, des solutions de transport sont proposées si besoin. ■

Tél. 04 81 91 91 30  
[plateforme@auxlucioles.fr](mailto:plateforme@auxlucioles.fr)

## Coopérative jeunesse de services

# Un été entrepreneur

Proposée par l'AGLCA, centre de ressource pour la vie associative, la Coopérative jeunesse de services (CJS) permet à une quinzaine de jeunes de 16-18 ans de devenir chefs d'entreprise le temps d'un été, en créant et gérant une société de A à Z, accompagnés par deux animateurs. Dans leur coopérative éphémère, ils prendront des décisions ensemble et proposeront des activités rémunérées dans l'agglomération bourguignonne (lavage de voitures, entretien d'espaces verts, animations auprès de seniors...). Une expérience à mi-chemin entre le job d'été et le camp de vacances, à valoriser dans son CV. En moyenne, chaque été, la CJS génère 10 000 € de chiffre d'affaires, avec pour chaque participant un pécule d'environ 500 €. Pour sa 6<sup>e</sup> édition, la CJS s'est dotée d'un parrain, Alban Dubois. Le finaliste de l'émission *Ninja Warrior* sur TF1, qui s'est lancé dans l'entrepreneuriat en vidéo, apportera ses conseils aux jeunes coopérants. ■

[www.cjs.bourg.fr](http://www.cjs.bourg.fr)

## À lire

# Un maire au quotidien

Maire de Chazey-sur-Ain pendant 43 ans et longtemps secrétaire de l'Association des maires de l'Ain, René Duflot vient de publier le livre *43 ans dans la journée d'un maire*, dans lequel il raconte ses souvenirs de terrain. Mêlant anecdotes et réflexions, l'ancien édile raconte le quotidien d'un élu local en 70 courts chapitres. Ce livre, « *hommage à tous les élus de terrain* », s'adresse autant aux citoyens qu'aux autres maires. Des conflits de voisinage aux cérémonies, en passant par les demandes de subventions ou la conduite de chantiers, les sujets variés esquissent, comme le décrit son éditrice, « *une éthique d'ensemble assise sur des valeurs de solidarité sans lesquelles l'action publique n'est rien* ».

En vente au tabac presse de Chazey-sur-Ain et à la librairie Montbarbon à Bourg-en-Bresse. ■



## En bref

### À la une d'Ain Domicile Services

· Suite à l'appel à projet lancé par l'ARS pour la création de deux nouvelles équipes spécialisées Alzheimer (ESA) sur l'Ain, le projet d'Ain Domicile Services a été retenu. L'association travaille à la mise en place d'une nouvelle équipe sur la Plaine de l'Ain - Côtière avec un rattachement sur ses espaces de proximité à Meximieux et Ambérieu-en-Bugey. Les objectifs sont multiples : réduire la taille des territoires couverts par chaque ESA afin de limiter les temps de transport, couvrir la zone blanche autour de Saint-Rambert-en-Bugey et surtout diviser la file d'attente par deux, afin de réduire les délais de prise en charge. Rendez-vous en septembre pour la présentation officielle de cette nouvelle équipe.

· Depuis 2016, Ain Domicile Services est conventionnée avec la mairie d'Yonnax pour le transport et l'accompagnement des personnes âgées de la commune à des rendez-vous médicaux, des courses, des loisirs\*. L'association a été retenue pour le renouvellement du marché. « *Une belle marque de confiance et de reconnaissance de la qualité de travail des équipes d'aides à domicile et de la responsable de secteur* » souligne son directeur, Grégory Bornuat.

\* Voir n° 118, mars 2024, p. 33.



En route avec le service d'accompagnement véhiculé.

· Du 12 au 14 juin, Ain Domicile Services participe au congrès de la fédération nationale Adedom, autour du thème « La responsabilité sociétale des entreprises associatives (RSE) : une chance plus qu'une contrainte pour nos secteurs ! ». <https://adedom.fr/congres-adedom-2024>



# mon parcours à moi

## « J'aime créer des liens »

À 32 ans, Mégane Deias a un parcours professionnel déjà riche de multiples expériences au fil desquelles elle a développé diverses compétences complémentaires : animation, petite enfance, sport... Avec toujours une bienveillance naturelle, un lumineux sourire, un goût de l'humain et une devise : qui ne tente rien n'a rien.



### ITINÉRAIRE



**GBH à Cras-sur-Reyssouze**

Le village de Cras-rue-Reyssouze (Bresse Vallons) compte une nouvelle adresse : le lotissement de la Garenne, rue du Domaine. L'opération de construction, pilotée par Grand Bourg Habitat, comporte 18 logements collectifs et individuels, du T2 au T5, et 7 lots libres. Mis en gestion en décembre 2023, après 22 mois de travaux, tous sont dotés d'espaces extérieurs, de places de parking et de chaudières gaz individuelles murales. Le budget (un peu plus de 3 M€) a été soutenu par Grand Bourg Agglomération, l'État, le Département, la Banque des territoires et Action logement.



Le lotissement de la Garenne.

**Journée JO de l'enfance**

Le 26 juin, l'AFREJ (Association Familiales rurales enfance et jeunesse) regroupe ses onze accueils de loisirs de l'Ain autour du thème des Jeux olympiques. Près de trois cents enfants sont attendus à Izernore pour participer par équipes aux dix épreuves à l'effigie de dix pays, afin de gagner un maximum d'étoiles pour accéder au podium et recevoir médailles, trophées et gourmandises. Une journée sous le signe du partage, de la solidarité, de la joie.



**France Alzheimer Ain**

**Antennes et actions**

En 2023, Meximieux était la première ville de l'Ain à signer avec France Alzheimer 01 la charte Ville aidante Alzheimer, visant à faciliter les actions en faveur des aidants et de leurs proches. « Deux autres sont en projet, avec Saint-Paul-de-Varax et Pont-de-Vaux », indique Jean-Louis Guido, nouveau président de l'association.

Action phare : la formation (14 h en 7 modules, co-animée par un psychologue et un bénévole formés, et gratuite comme les groupes de parole et les entretiens psychologiques individuels). « Elle est essentielle, surtout au début de la maladie, pour aider l'aidant à rester en communication avec son proche et à appréhender l'avenir. » L'association propose aussi des actions de sensibilisation du public, des ateliers (musicothérapie, réflexologie...), un court séjour de vacances et

répit pour duos aidant/aidé... Comptant 170 membres, une vingtaine de bénévoles et dix psychologues et thérapeutes, l'association est présente sur tout l'Ain, via six antennes de proximité. ■



Pour la Journée mondiale Alzheimer 2024, l'association organise six ciné-débat avec à l'affiche le film *Colocs de choc* sorti en mai.

**Psychologie apéritive**

**À la vôtre !**

Petite psychologie de l'apéro : s'estimer, lâcher prise, se soigner est l'ouvrage dernier-né de Yannick Descharmes, psychologue burgien.



Yannick Descharmes, psychologue et auteur.

« Plus que de s'enfiler des petits fours dans le gosier et de buller, l'apéro est, à l'origine, une médecine » prévient l'auteur, prenant le contrepied de Sartre et son célèbre « l'enfer, c'est les autres ». Non, l'enfer, c'est de souffrir d'une trop grande solitude et d'iso-

lement, l'idée est de sortir du « Me, myself and I ». « Comment retrouver le lien social, quels sont les liens qui nous permettent d'être heureux ? Avec soi, c'est une chose, mais aussi avec les autres. La majeure partie des problématiques en psychothérapie concernent les interactions sociales. » L'apéritif apparaît alors comme un temps de socialisation. « Ce livre est un livre de développement collectif, il propose de réfléchir à comment ce lien social nous aide à la fois à mieux nous connaître (estime de soi) et à lâcher prise. À l'apéro, on mange avec les doigts, on ne sait pas quelle heure il est, on parle tous un peu en même temps ; bref, on peut relâcher les conventions sociales. Et ça, en psychothérapie, c'est très intéressant et apparaît comme des moments de catharsis, des moments iconiques où on lâche, enfin. » ■

**inter-action** 119

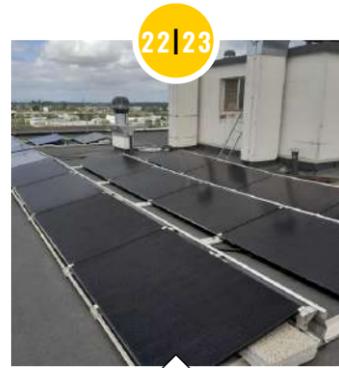
LE MAGAZINE DU SOCIAL DANS L'AIN  
JUIN 2024



**REPORTAGE**

**« Toc-toc ! C'est Léondine »**

**CAHIER PARTENAIRES**



22|23

**Grand Bourg Habitat**  
MIEUX RÉNOVER, MOINS  
CONSTRUIRE



25

**Orsac**  
UNE MAS OUVRE SES PORTES EN  
JUILLET



26|27

**Département**  
L'AIN, AUX PETITS SOINS POUR SA  
SANTÉ



28|29

**Adapei de l'Ain**  
UN MODÉ D'EMPLOI POUR  
L'AUTODÉTERMINATION



30|31

**Reportage**  
UN CLOWN EN SOIN À L'EHPAD



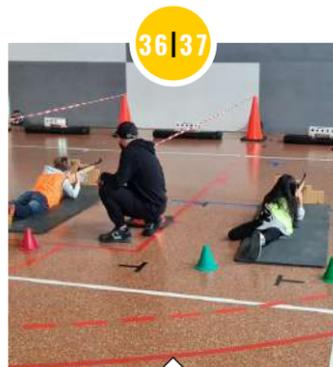
32|33

**Semcoda**  
L'AVENTURE DU PARC REYSSOUZE



34|35

**Udaf de l'Ain**  
MIEUX VAUT PRÉVENIR QUE  
GUÉRIR



36|37

**Alfa3a**  
FÉDÉRER AUTOUR DES JO

## L'INVITÉ DU CAHIER

# Solidarité Paysans Un appui pour s'en sortir

**Née dans les années 80 à l'initiative d'agriculteurs mobilisés pour aider leurs pairs, l'association Solidarité Paysans compte 2 salariés et 31 bénévoles actifs dans l'Ain.**

PAR MATHILDE PALFROY

Les bénévoles œuvrent en duo pour débriefer et réfléchir ensemble.

Quand les difficultés s'installent, il n'est pas simple de prendre du recul et de s'en sortir tout seul. C'est pour cette raison que les bénévoles de Solidarité Paysans 01-69 proposent leur aide aux agriculteurs dont la situation personnelle ou professionnelle est devenue compliquée. Dans le cadre d'un accompagnement mené en binôme, gratuit et confidentiel, ils interviennent pour rompre la solitude face aux problèmes, éviter l'engrenage, et aider les personnes à trouver des pistes de solutions. Fortement impliqués, la majorité sont d'anciens agriculteurs et connaissent les problématiques du secteur. En plus de se réunir régulièrement pour questionner leur pratique, ils suivent des formations visant à mieux les outiller face aux situations rencontrées sur le terrain, dans des domaines aussi variés que la gestion comptable ou le secours en santé mentale.

« Nous intervenons exclusivement à la demande des agriculteurs et pour tous types de difficultés, qu'il s'agisse de problématiques sociales, administratives ou techniques », explique Lorraine Peynichou, chargée de mission. « Nous adoptons une approche globale, centrée sur l'humain et sans porter de jugement, quelle que soit la situation ou sa gravité. La première chose que nous apportons, c'est l'écoute. Ensuite, dans un climat de confiance, nous pouvons épauler, proposer des conseils méthodologiques voire nous positionner si nécessaire comme intermédiaire ou médiateur avec d'autres institutions. La méconnaissance des aides et le non recours aux droits sociaux sont fréquemment constatés et souvent les problèmes financiers, administratifs et juridiques se cumulent. »

### DES ACCOMPAGNEMENTS PERTINENTS

Tout agriculteur en difficulté peut contacter l'association et demander de l'aide, qu'il s'agisse de reprendre la gestion comptable

de l'entreprise, de faire évoluer ses activités, de surmonter un problème technique ou encore de solutionner un litige. Grâce au réseau national qui regroupe de nombreuses compétences et à une étroite collaboration des membres, les bénévoles peuvent disposer des outils et informations dont ils ont besoin pour assurer des accompagnements pertinents sans rompre la confidentialité de leurs échanges. En 2023, 82 agriculteurs ont été accompagnés dans le département, à hauteur moyenne d'une rencontre par mois durant deux ans et demi.

Si ces accompagnements portent leurs fruits avec une majorité d'issues positives, tous secteurs et toutes productions concernées, les demandes augmentent chaque année dans l'Ain, avec une recrudescence d'appels de jeunes nouvellement installés qui questionne l'association : sait-elle mieux agir en amont ou les difficultés du secteur tendent-elles à s'intensifier ? ■

Association départementale Solidarité Paysans 01-69  
04 78 19 06 52  
<https://solidaritepaysans.org/rhonealpes/ain-rhone>



« Malgré des situations parfois critiques, 70 % des personnes accompagnées se maintiennent dans leur emploi. »



**LORRAINE PEYNICHOU**  
CHARGÉE DE MISSION SOLIDARITÉ PAYSANS RHÔNE-ALPES - ANTENNE AIN



Les bénévoles se rencontrent régulièrement pour échanger, comme dans le cadre de ce café bénévoles organisé à Journans le 21 novembre 2023.



GRAND BOURG  
Habitat



ENVIRONNEMENT

### Autoconsommation collective

- 18 panneaux photovoltaïques
- Déploiement prévu de 10 centrales photovoltaïques
- 2 268 logements raccordés au réseau Assurc avec raccordement prévu de 96 logements supplémentaires entre 2024 et 2026

### Dispositifs d'économie d'énergie

- 400 logements équipés du dispositif Elax (économie sur les chauffe-eau électriques), qui sera installé dans tous les logements fin 2024
- 40 logements équipés de Kocliko (individualisation des frais de chauffage), équipement de 400 logements dès 2024 et de 1 100 logements dès 2025

### Réhabilitation thermique

- 50 % du parc réhabilité fin 2027, soit 2 600 logements labellisés bâtiments basse consommation

### Espaces verts

- Expérimentation d'une gestion différenciée avec 10 parcelles gérées par fauchage, soit 30 000 m<sup>2</sup>
- Adoption du plan de gestion différencié pour les 130 000 m<sup>2</sup> d'espaces verts en 2024

Grand Bourg Habitat  
16 avenue Maginot  
01000 Bourg-en-Bresse

Tél. 04 74 21 20 20  
www.grandbourghabitat.com

## TRANSITION ÉCOLOGIQUE



La centrale solaire installée sur les toits de la résidence de la Tour Maginot permet d'assurer l'autoconsommation électrique des communs, dont le fonctionnement de l'ascenseur.

# Mieux rénover et anticiper

Bailleur social engagé dans la mise en œuvre de la transition écologique, Grand Bourg Habitat développe des actions environnementales concrètes qui soulagent ses locataires de l'inflation énergétique.

PAR MATHILDE PALFROY

Avec des immeubles majoritairement bâtis entre les années 50 et 70 et du patrimoine encore plus ancien, Grand Bourg Habitat est investi depuis longtemps dans la rénovation de ses logements. Depuis une dizaine d'années, tous les immeubles bénéficient d'investissements conséquents pour gagner en performance énergétique. Un axe prioritaire pour le bailleur qui s'implique également dans la production d'énergies vertueuses et la construction immobilière neuve de haute qualité environnementale, liant ainsi respect de l'environnement, confort des locataires et maîtrise de leurs coûts énergétiques.

### PRIORITÉ À LA PERFORMANCE THERMIQUE

En recherche d'une performance optimale, Grand Bourg Habitat a choisi de prioriser la réhabilitation, quitte à moins construire. Chaque nouvelle opération bénéficie du label BBC Rénovation<sup>1</sup>, qui répond à de hautes exigences thermiques et énergétiques. Avec un programme soutenu, Grand Bourg Habitat aura d'ici 2027 rénové plus de la moitié de son parc, soit 2 600 logements. Les prochaines constructions neuves répondront aux dernières normes en vigueur, avec l'objectif de limiter au maximum leur empreinte carbone.

### PRODUCTION D'ÉNERGIES VERTUEUSES

Grand Bourg Habitat a équipé plusieurs immeubles de panneaux solaires photovoltaïques. D'ici fin 2024, les locataires de 265 logements bénéficieront d'une autoconsommation électrique dans leurs communs, source d'une économie significative de charges locatives. Une étude est menée pour étendre ces installations, avec le déploiement envisagé de dix nouvelles centrales solaires au service de plus de 3 000 logements.

Précurseur avec la création d'Assurc, le premier réseau de chaleur urbain burgien composé de deux chaufferies bois, le bailleur privilégie systématiquement, quand l'opération est jugée viable, le raccordement du maximum de logements à ce réseau.

Ces deux démarches sont complétées par le choix de fournir une électricité HVE<sup>2</sup>, issue à 100 % d'énergie renouvelable, et par l'installation de dispositifs de mesure et d'économie des consommations individuelles comme Kocliko, destiné à individualiser les frais de chauffage, ou Elax Energie, dont l'expérimentation a permis de réduire la consommation électrique de 38 % en moyenne dans les foyers équipés d'un chauffe-eau électrique, et que Grand Bourg Habitat souhaite généraliser dans l'ensemble de son parc locatif. ■

<sup>1</sup> Bâtiment basse consommation rénovation  
<sup>2</sup> Haute valeur environnementale

## INTERVIEW

# Des enjeux environnementaux et humains

Première adjointe à la ville de Bourg-en-Bresse, déléguée à la transition écologique, vice-présidente aux mobilités pour Grand Bourg Agglomération et présidente de Grand Bourg Habitat, Isabelle Maistre défend une approche environnementale pragmatique, assortie de résultats concrets directement profitables, qu'illustrent les choix stratégiques du premier bailleur de la commune.

### QUELLES ONT ÉTÉ LES PREMIÈRES ACTIONS ENVIRONNEMENTALES MENÉES PAR GRAND BOURG HABITAT ?

Nous avons commencé à effectuer d'ambitueuses réhabilitations thermiques il y a une dizaine d'années. Notre premier objectif était de supprimer toutes les passoires thermiques au sein de notre parc de logements. Ensuite, nous avons réfléchi à ce que nous pourrions faire de plus, en identifiant les pistes les plus intéressantes, c'est-à-dire celles permettant à la fois de réduire notre empreinte environnementale mais aussi de soulager les factures de nos locataires. On ne peut pas dis-



Isabelle Maistre

Première adjointe à la ville de Bourg-en-Bresse, déléguée à la transition écologique, vice-présidente aux mobilités pour Grand Bourg Agglomération et présidente de Grand Bourg Habitat.

associer les enjeux environnementaux des enjeux humains. S'il faut viser le bilan carbone le plus neutre possible pour nos bâtiments, ce qui importe au quotidien pour nos locataires, c'est de bénéficier d'un

meilleur confort thermique hiver comme été et de pouvoir maîtriser leurs factures énergétiques.

### COMMENT IMPLIQUER LES LOCATAIRES DANS LES ÉCONOMIES D'ÉNERGIE ?

Bailleur le plus social du département, nous avons dès le départ privilégié une approche environnementale permettant de soulager le porte-monnaie de nos locataires dont la majorité disposent de très modestes ressources. Nous développons plusieurs petites mesures qui ont un impact fort au quotidien, comme l'installation de dispositifs d'évaluation et de régulation des consommations énergétiques. Distribuer des flyers ou organiser des réunions pour sensibiliser aux bonnes pratiques et faire réduire les consommations énergétiques, ça ne fonctionne pas. Par contre, ces outils concrets comme Elax énergie<sup>4</sup> sont pragmatiques et efficaces. Je crois fort en ce type de dispositifs pour ouvrir le dialogue et réaliser des économies individuelles et collectives.

### AVEZ-VOUS DES INVESTISSEMENTS PRÉVUS EN MATIÈRE DE TRANSITION ÉCOLOGIQUE ?

La réhabilitation thermique de nos logements reste notre action numéro 1. Nous y consacrons 95 % de nos dé-

penses d'investissement, avec peu de constructions prévues, pour disposer d'un parc vertueux, soutenable et pérenne. Nous privilégions les énergies renouvelables, via les réseaux de chaleur urbain, la fourniture d'électricité HVE<sup>3</sup> et l'installation de centrales solaires sur les toits de nos immeubles. Outre la réduction des charges, nous souhaitons contribuer à la production d'énergie au sein de notre territoire. Nous essayons d'être à la pointe en matière environnementale. ■

<sup>3</sup> Haute valeur environnementale  
<sup>4</sup> Installation d'un boîtier de contrôle de la consommation des chauffe-eau électriques



Les 55 logements de la résidence DUBY ont bénéficié d'une rénovation complète avec réhabilitation thermique, avec un programme de travaux permettant d'atteindre le niveau BBC Effergie Rénovation.



Beaucoup des espaces verts de Grand Bourg Habitat sont utilisés pour l'agrément, comme cette aire de jeu récemment aménagée rue Lesage.

## Un plan de gestion différencié des espaces verts pour 2024

Propriétaire de 102 parcelles, Grand Bourg Habitat dispose de 130 000 m<sup>2</sup> d'espaces extérieurs. Pour gérer l'entretien de cette surface, importante pour la ville de Bourg-en-Bresse, le bailleur prévoit de se doter dans le courant de l'année d'un plan de gestion différencié. L'enjeu ? Préserver la biodiversité dans ces espaces de nature tout en contenant la végétation spontanée, en tenant compte de leur usage comme de leur emplacement, qu'il s'agisse de parcelles vierges ou d'espaces verts aménagés au pied des immeubles. Cette approche raisonnée, plus respectueuse de l'environnement, a été expérimentée et va désormais pouvoir être généralisée à l'ensemble des espaces verts avec l'adoption de ce futur plan de gestion différencié.

## Aide sociale à l'enfance

# Recherche-action

Depuis trois ans, le Département mène avec le Laboratoire d'évaluation des politiques publiques et des innovations (LEPPI), composé de Chloé Michaud, Anne Jacquelin, Lucile Ottolini et Aude Kerivel, une recherche-action visant à accompagner le maintien et le développement de liens sociaux d'attachement des enfants confiés à l'Aide sociale à l'enfance (ASE).

Changer d'école et d'habitation, ne pas voir régulièrement sa famille élargie, être séparé de sa fratrie, ne pas avoir d'activité extra-scolaire (parce qu'on a été confié en cours d'année ou que les divers rendez-vous prennent du temps), changer de personnes repères

et d'amis à chaque nouveau placement : ces expériences explicitées par les enfants et jeunes (via une enquête par entretiens) contribuent à leur isolement. Pour tenter de changer cela, une soixantaine d'assistants familiaux, d'éducateurs, de chefs de service, d'assistants territoriaux socio-éducatifs, des associations et du Département ont construit 21 fiches-actions pour accompagner chaque enfant. Avoir des proches sur qui compter et pour qui on compte ne se décrète pas. Partager des temps avec ses frères et sœurs, pouvoir garder des liens avec les professionnels rencontrés au cours des placements, inviter des copains et copines d'école pour son anniversaire... sont autant d'actions favorisant la construction et le maintien des liens. L'évaluation montre que les choses évoluent pour les enfants et des professionnels disent « retrouver du sens dans leur travail » qui se recentre sur les besoins des enfants. ■

+ d'infos : <https://hal.science/hal-03965668/document>



## Secours populaire 01

# Solidaire bien-être

Une « Journée pour soi et pour les autres » : c'est avec cette belle formule que les bénévoles du Secours populaire de l'Ain ont nommé leur nouvel événement, invitant les personnes à s'offrir un moment de plaisir pour en aider d'autres. La première édition s'est tenue le 27 avril au parc de

loisirs de Bouvent à Bourg-en-Bresse. Des artistes et professionnels du bien-être proposaient diverses animations, au profit de l'association caritative. Suite au succès de cette première, l'initiative sera renouvelée. ■

Lire l'article complet sur [interaction01.info](https://interaction01.info)



Entre les stands, des artistes venaient à la rencontre des visiteurs pour jouer de la musique, souffler des mots ou réciter des poèmes.

## En bref

### Le Rêve de Miron Zlatin

Jean-Philippe Repiquet, médiateur à la Maison d'Izieu, et l'illustratrice Cécile Million ont imaginé ensemble *Le rêve de Miron Zlatin*. L'album jeunesse, sorti en avril, a fait l'objet d'un financement participatif et a été soutenu par une centaine de contributeurs. Il raconte l'histoire vraie-inventée de Miron Zlatin, directeur de la colonie d'Izieu, la dernière nuit avant la rafle qui a eu lieu le 6 avril 1944. L'ouvrage est en vente (17 €) à la librairie de Belley, à la boutique d'Izieu et en ligne.

<https://lnkd.in/evNUvYfy>



### Conviviaux cafés dys

Créée en 2001, l'association Apedys 01 accompagne les familles et les adultes concernés par les troubles dys. Outre l'aide aux démarches (aménagement scolaires, dossiers MDPH ou RQTH...), des rencontres sous forme de soirées à thèmes ou de cafés dys, à Bourg-en-Bresse ou Ambérieu-en-Bugey, leur permettent de partager les problématiques, de s'informer et d'échanger. Prochaine soirée à thème : les aménagements scolaires, le 18 septembre. L'association intervient également auprès d'associations ou d'établissements scolaires pour sensibiliser aux troubles dys.

Tél. 06 78 17 64 58  
<https://apedys01.org>

### Prévention spécialisée

Le Pays de Gex ne figurant plus dans la nouvelle géographie prioritaire de la politique de la ville 2024 définie par l'État, le Département a toutefois décidé, afin d'éviter sur ce territoire une fin brutale du dispositif de prévention spécialisée auquel il était éligible, de le prolonger jusqu'à la fin de l'année. Les trois postes d'éducateurs de prévention dont la mission s'arrêtera ensuite seront redéployés sur Montluel, Ambérieu-en-Bugey et Belley Bugey Sud.



ORSAC



HANDICAP

### La MAS en chiffres

- 46 places dont 6 lits dédiés à une petite unité résidentielle autisme complexe (ouverture de ces 6 places à l'automne).
- Quatre petites unités de vie, chacune pouvant accueillir dix résidents.
- Une superficie de 3 359 m<sup>2</sup>.
- Un investissement de 10,5 millions d'euros.

### Qui est Paul Gaudron ?

La future MAS porte le nom de Paul Gaudron, ancien administrateur de l'ORSAC, décédé en 2020. Il fut notamment directeur de la FDSEA de l'Ain, directeur de la chambre d'agriculture de l'Ain puis de la chambre régionale.

Orsac  
18 rue Bichat  
69002 Lyon

04 72 56 73 00  
[www.orsac.fr](http://www.orsac.fr)

# Un cadre apaisant

## CENTRE PSYCHOTHÉRAPIQUE DE L'AIN

# Une MAS ouvre ses portes en juillet

La structure d'hébergement, inédite, permettra d'accueillir sur le site de Bourg-en-Bresse 46 adultes présentant un handicap sévère.

PAR GAËLLE LANIER

En ouvrant la MAS (maison d'accueil spécialisée) Paul-Gaudron, le Centre psychopathologique de l'Ain apporte une solution à des familles et des patients adultes qui n'en ont pas. En juillet, l'établissement médico-social sera en capacité d'accueillir 40 adultes porteurs de handicap psychique, de troubles envahissants du développement et troubles du spectre de l'autisme (TSA). A l'automne, six nouvelles places seront ouvertes dans la Petite unité résidentielle (PUR) contiguë, pour les porteurs de TSA très sévères.

Premiers bénéficiaires de cette MAS, les patients du CPA hospitalisés dans les unités Bourneville et Planons, pour certains depuis plusieurs années. « Il s'agit d'un public extra-sensible aux transitions. Nous allons prendre le temps de les installer, précise Nathalie Félix, directrice adjointe de la MAS, qui travaille en équipe depuis plusieurs années sur le projet. Une fois ces personnes intégrées, nous étudierons toutes les demandes d'admission. » L'équipe sera notamment en lien avec la Maison départementale des personnes handicapées (MDPH) qui recense dans l'Ain les familles en

attente d'une place et dont le maintien à domicile n'est plus possible.

### MURS ARRONDIS ET COULEURS ADAPTÉES

La MAS conçue en quatre petites unités de vie (dix chambres chacune) permettra d'apporter aux adultes accueillis un environnement apaisant. Tout a été pensé : agora centrale aux murs arrondis, travail sur l'insonorisation, couleurs des murs adaptées, salle d'apaise-ment, salle multisensorielle, espace de repli en forme de cabane, salle d'activités, espace balnéothérapie et même une salle de musique. « À l'unité Bourneville, nous proposons une boum tous les dimanches et tous les patients sont invités, note Nathalie Félix. Cette salle de musique est importante. L'eau et particulièrement la balnéothérapie permettent aussi d'apaiser les troubles. » Ces aménagements seront également précieux pour tous les personnels qui interviendront à la MAS. Dès juin, la nouvelle équipe va bénéficier de formations sur l'autisme et les comportements défis. ■



La MAS, bâtie sur le site du Centre psychopathologique de l'Ain à Bourg-en-Bresse, dispose d'un accès indépendant.



**AIN**  
le Département



SANTÉ

Quelques chiffres dans l'Ain  
— 6,3 médecins libéraux pour 10 000 habitants (moyenne régionale : 8,7 médecins pour 10 000 habitants).  
— 15 % de la population de l'Ain n'a pas de médecin traitant.

Médecine spécialisée

— Certains territoires dans l'Ain sont dépourvus, par exemple, de psychiatres ou de pédiatres.

— Les métropoles de Lyon et de Genève sont des « aspirateurs à praticiens » et l'Ain doit faire valoir son attractivité au milieu de ces géantes.

**Département de l'Ain**  
Direction Générale Adjointe Solidarité  
13 avenue de la Victoire  
BP 50415  
01012 Bourg-en-Bresse Cedex

Tél. 3001  
Du lundi au vendredi,  
de 9 h à 12 h 30  
et de 13 h 30 à 17 h  
[www.ain.fr](http://www.ain.fr)

“  
Attirer les  
médecins

SANTÉ DANS L'AIN

Accueil de 120 internes au Conseil départemental.



# L'Ain, aux petits soins pour sa santé

La majorité départementale, sous l'impulsion de Jean Deguerry, président, et Martine Tabouret, 1<sup>re</sup> vice-présidente en charge de ce dossier, a fait de la démographie médicale la première priorité de mandat et consacre à cette action près de 400 000 €.

## QUELS SONT LES POINTS FORTS DE CETTE ACTION ?

À court terme, le Département cherche à favoriser l'installation dans l'Ain de jeunes médecins. Pour atteindre cet objectif, ils doivent découvrir l'Ain, ses charmes et son écosystème médical. Nous avons engagé de nombreuses actions :

- bourse de stage et journée d'accueil pour les internes en médecine ;
- actions pour augmenter le nombre de médecins maîtres de stage et ainsi recevoir davantage d'internes et améliorer la qualité de leur accueil ;
- mise à disposition d'une personne pour accompagner les médecins s'installant dans l'Ain.

En parallèle, le Département a pris l'initiative d'installer six cabines de télémédecine.

## POURQUOI AVEZ-VOUS CRÉÉ VOTRE PROPRE CENTRE DE SANTÉ DÉPARTEMENTAL ?

Pour permettre à des médecins d'exercer en tant que salarié dans des maisons de santé pluriprofessionnelles. Le centre de santé leur permet de découvrir le territoire et s'y installer en libéral par la suite s'ils le souhaitent.

Le salariat correspond aussi à un nouveau mode d'exercice de la médecine recherché par les jeunes praticiens ou des seniors sans les contraintes administratives du libéral tout en restant dans l'exercice regroupé et par-

tagé permettant par ailleurs un équilibre vie privée et professionnelle.

## AGISSEZ-VOUS EN FAVEUR D'AUTRES PROFESSIONS DE SANTÉ CONTRIBUANT AUTOUR DU MÉDECIN À LA BONNE PRISE EN CHARGE DES SOINS ?

Nous avons mis en place en 2023 une aide à la formation d'infirmiers(ères) en pratique avancée (IPA) de 6 000 € par an et par année d'étude (maximum 2 ans). Nous souhaitons apporter notre soutien à la coopération entre les différents acteurs de la santé. Les IPA constituent une aide précieuse pour un département comme le nôtre, fortement en pénurie de médecins. Nous accompagnons déjà trois IPA.

## SUR LE PLUS LONG TERME, VOUS MISEZ SUR QUELLES ACTIONS ?

Nous agissons avec deux actions fortes. La première est la création d'une première année de médecine à Bourg-en-Bresse de 50 places à la rentrée 2022 et 75 à la rentrée 2023. L'idée est bien entendu d'accueillir d'autres années d'études de médecine. La seconde est la création d'une Maison départementale pour les professionnels de santé, qui permettra aux internes d'être logés, en intégrant une partie tiers lieu favorisant les échanges et les conférences entre professionnels. ■

ÉVÈNEMENT

## Les Rencontres des pros de la santé

La première édition des Rencontres des pros de la santé, orchestrée par le Conseil départemental, a réuni 450 personnes le 11 avril dernier.

« Ensemble pour bien soigner » était le leitmotiv de cette première édition. « On avait à cœur de montrer tout ce que l'on sait faire dans l'Ain, et notamment nos innovations, comme la première maison pluridisciplinaire de santé, créée à Pont-d'Ain par le Dr De Haas, ou la Communauté professionnelle territoriale de santé Bugey-Sud, ou l'expérimentation d'organisation à Ambérieu-en-Bugey, complète Vincent Marion, chargé de mission pour la démographie médicale au sein du conseil départemental. Nos professionnels de la santé sont précurseurs. » Le matin était consacré à des tables rondes, avec des témoignages de patients experts, pour une vision à 360° du soin. Il était également question de médecine

solidaire avec Martial Jardel et son association de 400 professionnels de santé qui s'emparent de la question de la désertification médicale.

« Nous avons cherché à répondre au plus près des préoccupations et des attentes. Nous voulons proposer des solutions au problème de l'accès aux soins dans notre département, ont ainsi résumé Jean Deguerry, président du Conseil départemental, et Martine Tabouret, vice-

présidente. Notre démographie médicale est en décroissance sévère. Nous sommes au 15<sup>e</sup> rang des départements français les plus démunis en termes d'offre de soins. » Et de rappeler que désormais, la première année de médecine peut s'effectuer sur les campus burgiens « pour aider les jeunes qui ne pourraient pas aller étudier à Lyon ». « Le temps de former un médecin, c'est dix ans, mais nous voulons inverser la tendance. » ■



Dans l'Ain, on compte 6,3 médecins libéraux pour 10 000 habitants, alors que la moyenne régionale sur cette donnée se situe à 8,7 médecins pour 10 000 habitants.

OUTIL PRATIQUE

## La Toile pour une mise en réseau efficace

Le site internet <https://pros-sante.ain.fr> a été dévoilé lors des Rencontres des pros de la santé. Il s'agit du fruit du travail entre le service démographie médicale et le service communication du Département. L'objectif ? Proposer sur un site dédié et d'une manière

plus exhaustive possible toutes les informations nécessaires à une future installation dans l'Ain, dans les domaines professionnels et personnels. « Ce site complète l'offre existante, les réseaux sociaux notamment, pour valoriser notre territoire, travailler son attractivité et faire connaître ce qui se passe dans l'Ain », avançaient Martine Tabouret, première vice-présidente du conseil départemental, déléguée à la démographie médicale, et Marlène Terrasse, directrice adjointe à la communication du Département. Tout en répondant d'une façon pratico-pratique aux questions que l'on se pose en arrivant dans une région que l'on ne connaît pas. Ainsi, le professionnel de santé retrouvera

au fil des pages des informations sur les offres d'emploi disponibles (le site rappelle par ailleurs qu'un conseiller est disponible pour aider le conjoint dans ses propres recherches d'emploi), des témoignages de professionnels qui ont aussi choisi l'Ain, des informations sur les formations et les bourses dédiées aux étudiants, une carte qui recense les différentes structures de soins dans le département. Sans oublier les onglets permettant de découvrir l'Ain et qui mettent en valeur le cadre de vie offert par notre territoire... En somme, tout pour se projeter et s'intégrer au mieux dans le département. ■





AGIR PAR SOI-MÊME

L'autodétermination est la disposition à agir libre d'influence intellectuelle afin d'exercer du pouvoir et du contrôle sur sa vie.

S'autodéterminer, c'est :

- Choisir ce que l'on veut pour sa vie sur de petites et grandes choses.
- Décider si on souhaite agir seul ou avec de l'aide.
- Ne pas être trop influencé.
- Se mettre en action en faisant attention au monde autour de soi.
- Résoudre des problèmes.
- Participer et s'engager.
- Défendre ses droits.
- Prendre des risques et tester.

L'autodétermination est inscrite dans la convention internationale du droit des personnes handicapées et dans le schéma régional de santé de l'ARS.

Adapei de l'Ain  
20 avenue des Granges Bardes  
Bourg-en-Bresse

04 74 23 47 11  
siegesocial@adapei01.fr

Un combat de tous les jours

180 PARTICIPANTS RASSEMBLÉS POUR UNE CONFÉRENCE-DÉBAT

# Autodétermination : mode d'emploi

Malgré son omniprésence, l'autodétermination reste encore un concept mal compris. Pour lever ces barrières, le CTS<sup>1</sup> de l'Ain a organisé avec le soutien de l'ARS une après-midi de débat le 12 février pour partager ses connaissances et dissiper ses doutes.

PAR CHRISTOPHE MILAZZO

Caroline Vollsen est travailleuse d'ESAT dans le Nord. C'est en tant qu'intervenante paire et formatrice au sein du Campus formation, organisme porté par l'association GAPAS, qu'elle a partagé son expérience à la Maison de Pays de l'Ain le 12 février. « *C'est un combat de tous les jours. Je veux être reconnue pour mon savoir-faire et résoudre mes difficultés. C'est moi qui choisis le sens de ma vie tout en respectant les autres, les règles de l'établissement, de la société.* » L'autodétermination s'est traduite par des choix. Arrêter d'essayer de passer le permis après cinq ans à préparer le code. Obtenir son BEP en comptabilité. Demander une curatelle renforcée pour soulager ses proches. Prendre un appartement autonome avec de l'aide. « *L'autodétermination, c'est décider seul de sa vie en écoutant sa conscience et s'affranchir des peurs de l'entourage* », résume Elora Decoupigny, coordinatrice de projets et formatrice.

## LEVER LES BARRIÈRES

Pour Marine Ballé, coordinatrice du programme « Agir pour l'autodétermination », le concept fait face à plu-

sieurs enjeux dont l'un des plus importants est la communication. Des outils de communication, d'expression adaptés sont indispensables pour comprendre son environnement. **Concept universel, l'autodétermination impose un accompagnement différent pour chacun** afin de trouver les outils aidant à agir par soi-même. Elle ne doit pas mettre de côté les personnes avec des déficiences plus importantes. Ce public implique une réflexion poussée sur les moyens de communication et l'observation croisée pour construire une connaissance de la personne. Soutenir l'autodétermination passe par le droit à l'expérimentation pour apprendre à se connaître et encourager les initiatives. Marine Ballé insiste sur la distinction entre prise de risque et mise en danger. « *Il faut sortir de sa zone de confort pour grandir. Il existe une différence entre protection et surprotection. La surprotection augmente la vulnérabilité.* » L'objectif est d'arriver collectivement à prendre un risque partagé en analysant s'il est acceptable et les soutiens à mettre en place. ■

<sup>1</sup> Conseil territorial de santé



La conférence était un moment d'écoute, d'expression, de partage d'expérience. La question dans tous les esprits était : comment dépasser le concept pour promouvoir un accompagnement qui s'inscrit dans une démarche d'autodétermination ?



La table ronde a permis de croiser les points de vue des participants.

## Retour d'expérience L'autodétermination en pratique

Nouveaux métiers, nouveaux outils, nouvelles approches : le secteur médico-social se transforme pour aller dans le sens du développement de l'autodétermination.

### NOUVEAU REGARD

Isabelle Alix réside au foyer de vie Bellevue d'Oyonnax après des années en ESAT. « *Je me sens bien. Je prends des cours de chant, fais de la gym le vendredi.* » Elle a travaillé avec les équipes sa capacité à se déplacer seule en ville. « *Mon projet est d'apprendre à prendre le bus seule pour aller voir ma sœur à Bourg.* » Ces avancées ont été facilitées en utilisant la charte des droits et libertés, comme les outils de recueil de la parole de ses résidents. Imaginé avec un neuropsychologue, il a servi à questionner les bénéficiaires sur plusieurs thèmes (intimité, religion...). « *Nous avons mis en face de leurs besoins ce que les équipes pouvaient proposer. La charte a permis de rebalayer les droits, les envies de chacun et de réaménager l'accompagnement* », se souvient Christine Chauchois, éducatrice au foyer.

### MIEUX ÉVALUER

Le PCPE (Pôle de compétences et de prestations externalisées) de l'Adapei a choisi de s'appuyer sur l'échelle lausannoise d'évaluation des difficultés et des besoins. Issue de la psychiatrie, elle mesure les besoins de la personne autour de quatre thèmes : les conditions de vie, le quotidien, les relations et la santé. Une première étape vise à repérer les situations problématiques et leur importance. Une seconde se concentre sur les besoins d'aide et le degré d'urgence. Le tout se termine par un compte-rendu, lu au bénéficiaire et modifiable. « *C'est un témoignage spontané qui redonne du pouvoir d'agir aux personnes* », explique Margaux Basso, neuropsychologue.

L'outil est un support pour l'échange, adaptable aux particularités de chacun, bien qu'il réclame un certain niveau de compréhension et d'abstraction.

### CHANGEMENT DE PARADIGME

Fatima Berrani est assistante au parcours et projet de vie. Ce métier nouveau, en pleine croissance, correspond à la logique d'appui à l'autodétermination. « *Nous construisons le parcours de vie en partant des aspirations de la personne, de son projet de vie et non de l'offre existante. Ça permet d'ouvrir le champ des possibles.* »

### RECHERCHE ET SOUTIEN

Concerné par des problèmes mentaux, Florian a témoigné de son expérience en cas d'hospitalisation, de l'importance de la coordination et du dialogue entre professionnels ainsi que du respect de ses souhaits permis par des outils comme le plan de crise conjoint. Il a aussi abordé son implication dans Cap Droits, démarche scientifique et citoyenne regroupant des personnes concernées par la vulnérabilité et des professionnels de la recherche. De son côté, Odile Connord a témoigné de son expérience de parent, confrontée à la nécessité d'accompagner son fils dans sa vie personnelle, entre soutien et respect de son autonomie. ■

# La bonne recette

Être autonome, ce n'est pas être indépendant. Chacun doit pouvoir choisir de faire seul ou d'être accompagné, sans que quiconque décide à sa place. L'autodétermination, ce n'est pas non plus faire n'importe quoi. Il est nécessaire de comprendre son environnement, les règles de vie, les codes sociaux, les lois. « *Il y a un besoin d'autorégulation dans l'autodétermination* », insiste Elora Decoupigny. « *Il faut faire attention à soi, aux autres, ne pas se mettre en danger, réfléchir à l'environnement.* »



Elora Decoupigny  
Coordinatrice de projets et formatrice

C'est aussi donner à la personne concernée la possibilité d'essayer, les moyens, les capacités de résoudre les problèmes. Sans oublier l'importance de connaître ses forces, ses faiblesses, ses préférences, ses capacités. « *Il y a un besoin de pouvoir d'agir, de se sentir capable, d'avoir confiance en soi. Il faut également de l'autonomie comportementale : connaître ses préférences, décider en fonction d'elles, pouvoir exprimer ses besoins et aller chercher du soutien pas seulement humain, mais aussi matériel. L'idée est de prendre du plaisir dans ses choix pour être motivé dans la réalisation d'objectifs. On doit assumer les responsabilités de ses actes. On a le droit de se tromper, de revenir en arrière.* »

### Une nouvelle extension à l'EHPAD

L'EHPAD résidence Docteur Perret de Saint-Trivier-de-Courtes peut accueillir 91 résidents. Une extension de 306 m<sup>2</sup> (douze places) vient d'ouvrir à la mi-mai. Elle va permettre d'offrir davantage de confort aux résidents et de proposer des chambres individuelles. L'EHPAD fait partie d'un collectif intergénérationnel et développe de nombreux projets avec les structures du village.

### Léondine, histoire d'une reconversion

Ancienne responsable de laboratoire, Pascale Muet-Bouvier a toujours été attirée par le théâtre. Elle pratique l'improvisation avant d'effectuer un stage de clown avec l'association Zigoma-Clowns de Mâcon et intervient dans des hôpitaux. En 2021, alors à la retraite, elle suit une formation de clown relationnel en milieu de soin. Léondine est née.

#### Contact

[pascale.impro@gmail.com](mailto:pascale.impro@gmail.com)



Hector, la mascotte raton laveur, sort parfois du sac bien rempli de Léondine.

# Un clown en soin à l'EHPAD

## « Toc-toc ! C'est Léondine »

Les clowns, ce n'est que pour les enfants ? Mais pas du tout ! Depuis décembre 2023, Léondine et ses jolies tenues colorées apportent fantaisie et sourires aux résidents de l'EHPAD de Saint-Trivier-de-Courtes. Quel que soit leur état de santé, la magie opère.

TEXTES **GAËLLE LANIER**  
PHOTOS **GUILLAUME CATHALA**

14h30, EHPAD de Saint-Trivier-de-Courtes. Il se trame quelque chose derrière la porte vitrée qui accueille normalement le salon de coiffure. Une silhouette sombre gesticule et se transforme petit à petit en une belle tache colorée... Au bout de longues minutes, la porte s'ouvre. « Bonjour ! Je m'appelle Léondine ! » Fichtre, quelle belle allure : robe jaune et noir à pois, collants rouges assortis aux petits escarpins cirés et au sac à main, chapeau à frous-frous, boucles d'oreilles géantes en forme de fleurs... Mais surtout, un nez rouge au milieu de la figure. Voici Léondine, en visite dans les couloirs. Direction, le premier étage. La déambulation ne se fait pas par hasard. Avant de changer de peau, Pascale Muet-Bouvier, clown en soin, a fait le point tranquillement autour d'un café, avec Cécile Planet, la responsable de l'animation et de la communication de l'EHPAD. Cécile a préparé soigneusement, comme avant chaque visite bimestrielle, un trombinoscope des résidents. Ceux pour qui, en ce moment, la venue de Léondine serait la bienvenue. Elle donne quelques consignes pour chacun. « Lui, c'est un ancien agriculteur, il adore la chanson, mais il est parfois fatigué. Madame F., elle vient d'être hospitalisée, elle reste au lit. Cette dame est toute en discrétion, ça lui ferait du bien au moral, mais il ne faudra pas trop d'exubérance. »

### S'ADAPTER À LA PERSONNE

Pascale prend quelques notes, mais fait confiance à l'improvisation, un art qu'elle a pratiqué avant d'entamer sa formation de clown relationnel en milieu de soin. « Je reste avec la personne 2 minutes comme 10 minutes, suivant l'échange que j'ai avec elle. Je peux être aussi bien acceptée que rejetée. Pas de problème, Léondine sortira... mais peut-être en faisant la tête ! »

Léondine prend l'ascenseur. Angèle, une résidente, passe par là. Elle parle peu, mais ses yeux disent tout. Léondine est la bienvenue. Elle va d'ailleurs la suivre dans les couloirs pendant toute l'heure que durera l'animation. La clown s'apprête à rentrer



Avant de changer de peau, Pascale Muet-Bouvier, clown en soin, fait le point avec la responsable de l'EHPAD, Cécile Planet.

dans une chambre, mais sur le chemin elle croise Gisèle qui lève les bras au ciel : « Mais que vous êtes belle comme ça ! » Léondine s'arrête, fait un tour sur elle-même et gonfle les volants de sa robe. « Profitez bien de la vie pendant que vous êtes jeune ! » rigole Gisèle. Angèle, toujours dans les pas de Léondine, annonce avec son accent du Sud : « Moi, je reste avec vous ! ». L'occasion pour Léondine d'entonner l'air de Brel. « Ne me quitte pas ! ». La « surprise colorée » fait son petit effet dans les couloirs. C'est ainsi que Cécile, l'animatrice, la nomme auprès des résidents. Ambiance joyeuse au premier étage.

### ENTRER DANS LEUR BULLE

Léondine se poste devant une porte. « Toc-toc, c'est Léondine. » Solange, une résidente, est assise à sa table. Un peu



Dans les couloirs, Angèle fait sa promenade et décide de suivre Léondine dans ses déambulations.



Parfois Léondine parle peu et partage avec un regard, une caresse et un sourire un instant de douceur avec le résident.

ailleurs. Léondine s'assoit près d'elle et sort une petite peluche de son sac, en forme de raton laveur. « Je vous présente Hector, vous voulez le caresser ? » Rien ne se passe. Elle farfouille de nouveau et présente à Solange un œuf en plastique. Elle le secoue. Il sonne comme des maracas. Solange relève la tête, prend l'objet et le secoue à son tour longuement. Léondine entame une petite danse, elle est entrée dans la bulle de Solange. Alors qu'elle s'apprête à partir, Solange se met à pleurer. Léondine lui caresse alors la joue, lui tient la main. Cécile, l'animatrice qui n'est jamais bien loin, vient en soutien. Quelques mots doux, un verre d'eau et Solange se calme. « Merci de votre accueil Solange, dit Léondine en sortant. C'était très agréable de vous rencontrer... »

Du rire aux larmes. Comme dans la vie. Les résidents de l'EHPAD de Saint-Trivier-de-Courtes ont la chance de croiser la route de Léondine depuis décembre 2023, grâce à la belle éner-

gie de Cécile Planet qui met une priorité à établir un programme d'animation pour l'ensemble des résidents. « L'intervention de Léondine donne la possibilité d'aller vers ceux qui sont isolés ou en démente, avec des pathologies qui ne leur permettent pas d'intégrer de grands groupes. Il ne faut pas les oublier. C'est une question de droits et d'équité. » ■





RÉHABILITATION

### Immeuble du parc Reyssouze

- Construction : 1967
- 72 logements du T2 au T6
- 6 étages
- Études diagnostiques : 2017
- Début des travaux de réhabilitation : septembre 2022
- Achèvement : printemps 2024

Semcoda  
[www.semcode.com](http://www.semcode.com)

Service communication  
Tél. 04 74 50 64 83

# Améliorer le confort des locataires

## RÉNOVATION URBAINE



# L'aventure du parc Reyssouze

À Bourg-en-Bresse, l'immeuble du parc Reyssouze et ses abords ont été entièrement restaurés. Une opération de grande ampleur portée par la compétence et l'implication des équipes de la Semcoda pour l'entretien et l'amélioration de son patrimoine locatif.

PAR MATHILDE PALFROY

Avec un patrimoine de logements récents, les chargés d'opérations du bailleur, techniciens expérimentés, effectuent un suivi régulier des bâtiments et interviennent généralement dans le cadre de rénovations ciblées. La restauration de l'immeuble du parc Reyssouze, un vaste ensemble de trois blocs comprenant 72 logements, initialement programmée pour 2020, s'est révélée plus vaste et plus complexe. « Beaucoup de nos rénovations concernent les aspects thermiques pour améliorer le confort des locataires et contenir leurs dépenses énergétiques », explique Denis Ducard, responsable du service réhabilitation. « Pour cet immeuble de 1967, entre le Covid, le renouvellement urbain opéré dans le quartier limitrophe et les résultats des diagnostics ayant révélé la présence d'amiante, nous n'étions plus dans le cadre d'une opération classique, mais compliquée. »

### UN TIMING SERRÉ

Au-delà des travaux prévus pour l'amélioration thermique et la sécurité des bâtiments, dont la réfection des parties communes et de la façade avec une isolation thermique par l'extérieur, les équipes ont dû intégrer au programme le changement de toutes les menuiseries et leur désamiantage. Ces opérations, complexes à mener en site occupé car elles occasionnaient une intrusion lourde dans l'intérieur des logements, ont nécessité un relogement temporaire des locataires.

Les travaux intérieurs se sont déroulés entre septembre

2022 et août 2023, au rythme de deux logements par semaine, durant 36 semaines, dans le suivi d'un mode opératoire strict et d'un timing millimétré. Six professionnels – menuisier, plombier, électricien plaquiste, désamianteur et façadier – devaient intervenir conjointement dans chaque logement. « Pour que ça tienne en deux jours et demi et permettre aux locataires de quitter et réintégrer leur appartement aux dates prévues, il fallait que ce soit bien cadré », se souvient Salomé Genod, chargée d'opérations qui a coordonné la réhabilitation.

« Cette opération de réhabilitation est emblématique à plusieurs titres », souligne Denis Ducard. « Elle traduit ce que nous sommes en mesure de faire pour notre patrimoine plus ancien, en terme de réalisation comme d'investissement. De nombreuses personnes sont intervenues dans le projet, en interne et en externe, impliquant la collaboration de multiples compétences et une organisation sans faille. Malgré les désagréments liés au chantier, nous n'avons pas eu de retours négatifs de nos locataires qui bénéficient désormais d'un habitat et d'un cadre de vie beaucoup plus agréables. »



Denis Ducard  
responsable du service réhabilitation

Devant le bâtiment, un accès a été créé pour faciliter le passage des véhicules de secours.



### SUR LE TERRAIN

## Une transformation du bâtiment et du quartier

Dans tous les logements, les fenêtres remplacées ont été équipées de volets roulants, l'électricité et les systèmes de chauffage ainsi que la VMC ont été révisés ou rénovés. Les parties communes ne sont pas en reste avec l'installation de nouvelles portes d'entrée, le remplacement des interphones, la réfection des éclairages, de la peinture et l'aménagement d'un local vélos et poussettes. Ces locaux ont pu être créés suite à un travail mené en collaboration avec Grand Bourg Agglomération pour l'externalisation du stockage des ordures ménagères vers un site extérieur enterré.

Pour son isolation thermique, le bâtiment a bénéficié d'un nouvel enduit assorti de bardages qui permettent de le structurer et de casser son

aspect massif. Ce travail a été mené de manière à conserver une uniformité esthétique dans l'ensemble du quartier qui avait bénéficié d'un renouvellement urbain en 2019. Devant l'immeuble, un parc urbain a été aménagé avec des cheminements, des bancs, un espace de football et l'implantation de nombreux végétaux, en collaboration avec l'architecte paysager Christophe Padeloup.



Un budget conséquent a été consacré aux espaces verts pour aménager une zone de vie extérieure aux abords de l'immeuble.

### TÉMOIGNAGE

## « Ça valait le coup »

Cette rénovation n'a pas été facile à vivre tous les jours car les travaux ont occasionné des nuisances pour nous tous, comme le bruit, la poussière ou la présence d'échafaudages devant nos fenêtres où circulaient des professionnels durant plusieurs mois, mais ils se sont bien déroulés, ils ont pris fin et aujourd'hui je suis très satisfaite du résultat, souligne Patricia Roux, locataire. Ça valait le coup. Je me suis sentie bien accompagnée par la Semcoda et correctement renseignée quand j'avais des questions. Une personne s'est même déplacée pour résoudre un problème lié à la préparation

de mon appartement pour le changement des menuiseries. Maintenant, nous disposons de fenêtres et de volets roulants neufs, c'est beaucoup mieux. J'apprécie aussi les aménagements extérieurs. C'est bien plus joli et agréable quand on rentre, avec les végétaux et les allées. »



Patricia Roux  
Locataire



3 QUESTIONS À

## Salomé Genod

CHARGÉE D'OPÉRATION RÉHABILITATION

### Comment avez-vous organisé le relogement ?

Les locataires ne pouvaient pas rester dans leur appartement durant le changement des fenêtres et les opérations de désamiantage. Outre des raisons évidentes de sécurité, il était important que les logements soient vides afin de permettre aux entreprises de travailler rapidement et correctement. Avec les professionnels, nous avons étudié comment condenser les travaux dans chaque logement pour permettre aux locataires de retrouver leur domicile le plus vite possible.

### Où ont été hébergés les locataires ?

Nous avons opté pour un hébergement en Appart'City, une solution de proximité pratique et confortable adaptée à tous les profils de foyers. Nos locataires devant quitter leur logement plusieurs jours sans avoir la possibilité d'y revenir, il était important qu'ils disposent de sanitaires privés, d'un espace cuisine équipé ainsi que de tout le nécessaire : linge de cuisine et de toilette, produits ménagers, wifi, etc.

### Comment les avez-vous accompagnés ?

Une communication importante a eu lieu à plusieurs niveaux et de manière récurrente (courriers, réunions d'information, plaquette synthétique pour le relogement temporaire, sms de rappels, affichages dans les halls d'entrée, etc.). Notre agence locale a également pris le temps de rencontrer de manière individuelle les locataires se sentant en difficultés ou en appréhension par rapport à cette réhabilitation.



FINANCES

### En 2023

- 316 contacts téléphoniques (+ 52 % par rapport à 2022)
- 207 accompagnements (+ 64 % en un an)
- Les personnes concernées :
  - 87 % ont de 25 à 60 ans
  - 56 % sont salariés, 19 % retraités, 19 % au chômage, 4 % bénéficiaires des minima sociaux et 2 % travailleurs non salariés.

### Répartition des demandes :

- 44 % Bresse, Revermont, Val de Saône, Dombes
- 11 % Haut-Bugey
- 32 % Plaine de l'Ain
- 13 % Pays de Gex

### Sur le 1<sup>er</sup> trimestre 2024

- 119 contacts et 71 accompagnements

Point conseil budget de l'Ain

06 95 97 01 19  
pcb@udaf01.fr

## POINT CONSEIL BUDGET

La croissance s'est accompagnée d'un renforcement de l'équipe. Le PCB s'appuie depuis l'automne dernier sur Guillaume Litaudon (coordinateur et référent) et Paul Czwiekala (conseiller), ce qui a accéléré la réactivité du service.



# Mieux vaut prévenir que guérir

Déployés dans l'Ain depuis 2019, les Points conseil budget (PCB) sont mobilisés contre le malendettement et le surendettement par un accompagnement individualisé. Dans un contexte financier qui se dégrade, leur importance et leur activité ne cessent de croître.

PAR CHRISTOPHE MILAZZO

La mise en place des PCB s'inscrit dans la stratégie de lutte contre la pauvreté initiée par l'État en 2019. Plusieurs labels se traduisant par un budget pour déployer le service sur un territoire ont été obtenus par l'Udaf de l'Ain en 2019, 2020 et 2021 pour couvrir le département.

### UNE PHILOSOPHIE DIFFÉRENTE

L'ambition des PCB est d'aller chercher une population qui ne fréquenterait pas un centre social. « Nous venons du monde de la banque et de l'assurance. Notre intervention est complémentaire à celle des assistantes sociales, nous avons une image différente », souligne Guillaume Litaudon. « De plus en plus d'usagers n'ont aucune aide sociale, n'ont jamais eu d'accompagnement et ont peur de franchir le pas et de demander de l'aide », complète Paul Czwiekala. Le PCB a pour mission d'accompagner, de guider, de motiver. « On travaille dans l'écoute, l'empathie, sans jamais faire à la place des usagers », poursuit Guillaume Litaudon. « Ils aiment se rendre compte qu'ils y arrivent. Ça leur permet de reprendre confiance. » Pour être visible, la structure a multiplié la communication, les rencontres et les partenariats, notamment avec les Centres départementaux de la solidarité,

ses principaux prescripteurs, la Banque de France et les Maisons France Services. Des conventions ont été signées pour réaliser des permanences extérieures. De plus en plus d'usagers découvrent aussi l'existence du PCB par des recherches ou grâce au bouche-à-oreille. « L'idée est de se déplacer, d'être en proximité pour répondre à la demande », résume Guillaume Litaudon. Avec le grand public, des actions collectives sont organisées auprès d'associations, principalement dans le champ de la réinsertion professionnelle. « Tout le monde est dans la même situation et peut parler librement. Le but est de donner le maximum d'infos, d'échanger et ça peut amener à des entretiens individuels », détaille Guillaume Litaudon.

### ET À L'AVENIR ?

Le PCB souhaite étendre les conventions de partenariat et étoffer les actions collectives. Devant l'ampleur des besoins, il cherche à pérenniser l'activité et les financements accordés par l'État pour trois ans. Pour les diversifier, des actions éducatives budgétaires sont proposées à Action Logement et il est envisagé de développer les interventions vers les entreprises. ■

## ACCOMPAGNEMENT

# Trois volets d'action

Si l'accompagnement dans la procédure de surendettement est le cœur de l'activité du PCB, ses professionnels œuvrent aussi en faveur du microcrédit et du conseil budgétaire.

La procédure est assez claire. Après une première prise de contact, les conseillers PCB rappellent la personne pour préciser la situation. Certaines demandes peuvent être résolues à distance ou conduire à une réorientation. D'autres nécessitent un rendez-vous. « Il faut du temps. Une prise de rendez-vous, c'est 20, 30 minutes pour connaître le motif, voir s'il y a une solution, laisser parler l'usager », décrit Guillaume Litaudon. Les échanges se poursuivent tout au long de la procédure avec la Banque de France pour décrypter les étapes.

Outre les dossiers de surendettement, le PCB agit aussi pour le microcrédit. Des partenariats sont en place avec le Crédit municipal de Lyon, Créasol et Parcours confiance. Le PCB vérifie que le demandeur réponde aux conditions avant l'envoi du dossier. 77 000 euros de microcrédit ont été accordés en 2023 à des personnes sorties du système bancaire, ne pouvant pas prétendre à un crédit ou ayant subi un refus de la banque. « Beaucoup sont liés au surendettement. Les usagers fichés aux incidents de crédit ne peuvent pas y avoir accès, sauf à un microcrédit social sur dérogation », rappelle Paul Czwiekala. Ces demandes concernent des dépenses nécessaires à la vie quotidienne : mobilité, frais de santé, d'équipement du domicile, d'avocat...

### AGIR LE PLUS TÔT POSSIBLE

Le conseil budgétaire est le troisième volet d'action. « Nous voulons lutter contre le malendettement pour éviter le surendettement. », insiste Guillaume Litaudon. Agir en amont, notamment par la négociation de plans d'apurement avec les

créanciers, est une solution pour limiter les coûts humains et financiers d'un dossier de surendettement. Sur ce point, l'expertise bancaire des équipes du PCB est un plus qui facilite le dialogue avec les créanciers. « L'idée est de dépouiller tous les axes du budget pour voir sur quoi ils peuvent économiser », explique Guillaume Litaudon. La réflexion s'étend de la pertinence du logement aux frais d'assurance, mais aussi à la téléphonie, la connexion Internet ou le divertissement.

« Les usagers en situation de précarité sont déjà suivis. On accompagne de plus en plus de personnes actives mais délaissées ou de jeunes retraités n'ayant pas prévu la chute de leur niveau de vie », détaille Paul Czwiekala. Le tabou de l'argent est vite levé. « Les gens sont volontaires. Ils ont besoin d'aide, ce qui facilite l'entrée dans le vif du sujet. Et on insiste sur l'accueil, la mise en confiance, l'absence de jugement. » ■



# Surendettement : la situation se dégrade

L'augmentation de l'activité du PCB reflète la hausse des situations de surendettement constatée par la Banque de France dans l'Ain. L'année dernière, 1 108 dossiers ont été déposés, soit 16,5 % de plus qu'en 2022. La croissance est plus rapide que la moyenne régionale (+ 11,4 %) et nationale (+ 7,5 %). Toutefois, le nombre de dossiers dans l'Ain est encore inférieur de 8,9 % à celui de 2019, année de référence pré-Covid. Une note positive est perceptible avec la baisse de proportion des redépôts, aidée par l'orientation vers des travailleurs sociaux pour faciliter la gestion du budget.

Le montant des dettes de l'ensemble des ménages atteint 36 millions d'euros, dont 39 % de dettes à la consommation, 29 % d'origine immobilière et 29 % de charges courantes. « On voyait moins de situations avec des crédits à la consommation en raison des actions de prévention. Mais ça a repris, notamment avec le renchérissement de l'énergie », témoigne Thierry Métayer, directeur départemental qui souligne qu'aucun secteur de l'Ain ne semble épargné.

La tendance n'est pas à l'amélioration sur le premier trimestre 2024 avec une hausse des dossiers de 19 %, alimentée par les prix de l'énergie faisant flamber les dettes de charge courantes.

Face à cette réalité, la Banque de France insiste depuis 2017 sur l'éducation financière. Elle multiplie les interventions sur le thème du budget, notamment auprès des écoles, des centres de formation ou des jeunes du Service national universel à travers des outils variés : application mobile, jeu de société, ateliers...





ÉDUCATION

Quinzaine olympique d'animations sportives

- Du 8 au 19 avril 2024
- 32 structures (Ain, Rhône, Isère, Loire)
- 1 600 enfants, âgés de 3 à 17 ans

Journées olympiques

- Passée : 10 avril 2024 (400 enfants à Prévessin-Moëns)
- À venir : 18 juillet 2024 (Haut-Bugey)

Formation

- 58 salariés sensibilisés par 5 intervenants à la pratique sportive pour tous à la journée de formation le 19 septembre 2023

Alfa3a - siège social  
14 rue Aguétant  
01500 Ambérieu-en-Bugey

04 74 38 29 77  
www.alfa3a.org



Le sport au service de l'ambition éducative

## LE SPORT COMME VECTEUR ÉDUCATIF



# Fédérer autour des JO

**Pour l'équipe du département Animation, l'engouement pour les Jeux olympiques est une opportunité pour sensibiliser les enfants aux vertus et aux enjeux citoyens du sport. La priorité est de valoriser l'évènement comme support à la pratique sportive accessible à tous, mais aussi à l'ouverture culturelle, la pratique artistique et aux valeurs de respect et d'entraide. Une posture ambitieuse qui guide l'action au-delà de la simple animation.**

PAR PASCALINE TERELLI

« Le sport de façon générale et les Jeux olympiques et paralympiques en particulier véhiculent des valeurs semblables à notre projet éducatif : la tolérance, le dépassement de soi, l'inclusion... », explique Emmanuel Petit, directeur du département Animation. « Dans nos structures, nous prônons des valeurs de coopération, d'égalité et d'inclusion. Comme partenaire éducatif quotidiennement aux côtés des familles, nos activités doivent s'adapter à chacun et être animées avec tous. Le sport est un des moyens pédagogiques pour y parvenir. » Dans cette optique, faire écho aux JO de Paris 2024 et au paralympisme est un prétexte opportun. Les directeurs d'ALSH\*, d'espaces jeunes et de centres sociaux ont d'abord été mobilisés pour un temps de formation et de mise en pratique. C'était l'objectif de la journée de formation interne qui s'est tenue le 19 septembre dernier au château de Varey, à Saint-Jean-le-Vieux. Elle traitait de la manière d'aborder les activités sportives de façon

ludique et pédagogique, en cohérence avec l'âge et les capacités des enfants. Axés sur des sports collectifs et individuels (handball, course d'orientation, rugby, athlétisme, éveil corporel...), des ateliers animés par des intervenants qualifiés portaient sur cet objectif d'adapter les pratiques aux problématiques rencontrées dans les centres. Emmanuel Petit précise : « C'est à nous de savoir organiser et adapter la pratique pour inclure et permettre à chacun de s'épanouir. Un enfant ne jouera pas au rugby à 3 ans comme à 10 ans, mais on peut le sensibiliser, l'éveiller, développer sa psychomotricité... Le sport, le mouvement participent au bien-être physique et mental, et c'est important de l'inculquer au plus tôt. On souhaite aussi lutter contre les préjugés qui enferment les filles et les garçons dans certains sports, promouvoir la solidarité et le respect plutôt que la compétition. » ■

\* Accueils de loisirs sans hébergement



Le village olympique aménagé au centre social Estressin.

## SUR LE TERRAIN

### Quand l'olympisme a droit de cité

Cela fait plusieurs mois que les structures déroulent le fil rouge des JO dans leurs animations de loisirs. Certaines ont même aménagé physiquement leur accueil dans le thème et l'esprit des JO. Pendant les vacances de Pâques, des défis sportifs ont été filmés, mettant notamment en scène le parcours d'une flamme olympique « fabrication maison » à travers les villages. Mercredi 10 avril, une journée olympique, calquant le protocole des JO avec cérémonie d'ouverture et remise de médailles, s'est déroulée au stade de Prévessin-Moëns. Elle regroupait quelque quatre cents enfants de trois à onze ans issus des structures du Pays de Gex. Une manifestation du même type est programmée le 18 juillet prochain pour celles du Haut-Bugey. Jenny Jacotto, responsable de territoire Pays de Gex et Haut-Bugey, détaille l'organisation « en quatre à cinq

ateliers par pôles d'épreuves : athlétisme, handisport, jeux collectifs, jeux originaux et jeux intellectuels ». Un évènement à même de « favoriser l'esprit d'équipe, l'émulation de groupe tout en développant un bon esprit de compétition. » ■



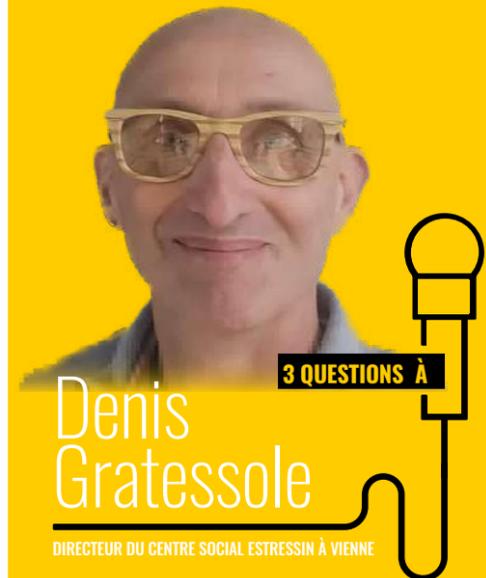
La journée olympique à Prévessin-Moëns : l'important c'est de participer !

## INITIATIVE

### Une « grande lessive » sportive

« Le principe de ce projet, explique Olivier Debost, responsable de territoire au sein du service Animation, était de proposer aux enfants d'aborder la thématique du sport sous forme de dessins, peintures, ou toutes autres œuvres en lien avec le sport. » Les œuvres ont été réalisées dans douze structures différentes du département de l'Ain. Elles ont été ensuite réparties afin que chaque structure puisse les exposer pendant la quinzaine olympique de l'animation du 8 au 19

avril. Chacun a ainsi apprécié un panel d'œuvres venant de l'ensemble des structures façon « grande lessive », c'est-à-dire suspendues sur un fil avec des pinces à linge. « Les enfants et leurs familles ont pu donc découvrir ce que les copains des autres structures avaient réalisé », souligne le responsable, heureux de cet apport en termes d'encouragement de la pratique artistique par le biais du sport. ■



3 QUESTIONS À

Denis Gratessole

DIRECTEUR DU CENTRE SOCIAL ESTRESSIN À VIENNE

### Quels sont les fondamentaux de la pédagogie Alfa3a ?

Nous valorisons l'activité physique au quotidien, prioritaire en santé publique du fait de la sédentarité croissante des enfants devant les écrans, et le sport comme vecteur de valeurs d'excellence, d'amitié et de respect de l'autre. Toute l'année, nous incitons nos jeunes à préférer la marche ou le vélo, à se prêter aux tâches de jardinage, de ménage, pour adopter des réflexes de mobilité.

### En quoi les animations sportives et culturelles viennent-elles en complément des apprentissages scolaires ?

Le répertoire moteur pour les petits de maternelle s'apprend à travers l'athlétisme (courir, sauter mais aussi lancer et recevoir des objets) ou la gymnastique (s'équilibrer). Quatre autres compétences auxquelles répondent des pratiques concrètes sont visées chez les enfants d'élémentaire : réaliser une performance via un objectif, adapter ses déplacements à l'environnement comme s'orienter en roller, s'opposer individuellement et collectivement et enfin, réaliser des actions à visée expressive comme monter un spectacle de danse ou de théâtre.

### Comment vous y prenez-vous concrètement ?

On ne se contente pas de les faire jouer au football ! Nous donnons du sens aux cycles que nous proposons en escrime, boxe, lutte, basket ou athlétisme, avec des exercices mêlant les différentes compétences. Nos animateurs sont formés et nous avons des partenariats avec les clubs alentour et leurs intervenants. On travaille aussi beaucoup sur l'inclusion, avec un éducateur attaché aux activités du City stade, autour d'activités adaptées aux enfants en situation de handicap.

## En bref

### À la une de l'ADMR 01

- Début mars, les trois microcrèches ADMR ont participé à la **Semaine nationale de la petite enfance**.
- Le 17 mars, à l'occasion de la **Journée nationale des aides à domicile**, trois associations ADMR (Saint-André-de-Corcy, Châtillon-sur-Chalaronne et Saint-Trivier-sur-Moignans) ont ouvert leurs portes au grand public. Objectifs : faire découvrir les services et valoriser les métiers de l'aide à domicile. Temps conviviaux et viennoiseries étaient aussi au rendez-vous.



Conviviales portes ouvertes

- Après une période d'auto-évaluation, l'**accueil de jour ADMR des Pays de Bresse** entame son évaluation HAS par le cabinet Stratelys. Un nouveau défi pour le réseau et les équipes de bénévoles et de professionnels !
- À Saint-Cyr-sur-Menthon, la **résidence Haissor**, projet porté par la commune, la Semcoda et l'ADMR, accueille ses premiers résidents cet été.



- Le réseau ADMR continue de former ses référents **Prévention des risques professionnels**. Ils accompagnent les nouveaux salariés dans leur prise de poste et sur les situations à risques, collaborent avec les équipes pour l'amélioration des conditions de travail.

## Territoires Sport & Insertion DRH des quartiers

L'association Territoires Sport & Insertion (TSI) mise sur le sport pour remettre des jeunes décrocheurs sur le chemin de l'entreprise. « *On est un peu les DRH du quartier* », résume Choucri Atafi, responsable régional à Bourg-en-Bresse, fier de comptabiliser, en un an d'activité de TSI, 40 CDI décrochés pour mais surtout par des jeunes demandeurs d'emploi auprès d'entreprises ayant des besoins de recrutement. « *On va les chercher dans les clubs, les city stades... et on les amène à l'entreprise en les accompagnant de près* », explique-t-il en résumant le programme d'insertion en trois temps : détection, formation, intégration. À Bourg-en-Bresse, Keolis propose ainsi 24 postes à intégrer

via une formation qui commence en juillet. En avril dernier, TSI organisait la journée o'Ainpique 2024, un événement socio-sportif ludique associant valides et non-valides de haut niveau (lutte française, rugby-fauteuil, athlétisme, taekwondo, escrime) pour un grand moment de partage d'expériences. ■

Tél. 07 68 94 34 59  
atafichoucri@gmail.com



À la journée o'Ainpique.

## Association Les Papillons Des boîtes salvatrices

Pour lutter contre les maltraitances des enfants, l'association Les Papillons a eu l'idée d'implanter dans les lieux qu'ils fréquentent des boîtes aux lettres destinées à recevoir par écrit ce qu'ils n'arrivent pas à dire. Sur les 300 installées en France, 4 l'ont été dans l'Ain à Prévessin-Moëns, Vonnas, Feillens et Montmerle-sur-Saône, à la demande des établissements scolaires ou des municipalités, et une personne formée par l'association au recueil de

paroles est venue présenter le dispositif aux enfants. Une personne de confiance, sans lien avec les enfants, se charge de relever les courriers, les scanner et les transmettre aux psychologues de l'association. En 2022, une écolière de l'Ain avait grâce à ce dispositif confié être victime d'attouchements de la part de son grand-père. Le procès de celui-ci se tiendra à Bourg-en-Bresse en septembre 2024. ■

[www.associationlespapillons.org](http://www.associationlespapillons.org)



0 % des courriers concernent des situations de harcèlement, 8 % aboutissent à une information préoccupante aux services de protection de l'enfance, et 3 % à des signalements judiciaires.

## DOSSIER



# 30

inter  
action  
L'ACTUALITÉ DU SOCIAL DANS L'AIN

# Interaction, 30 ans de valorisation de l'action sociale



DOSSIER ANNICK JOASSON  
MYRIAM DENIS  
GAËLLE LANIER  
CHRISTOPHE MILAZZO

Trente ans, le bel âge. Et une belle aventure qui perdure. « *Il y a place dans ce département et dans ses médias pour un journal entièrement consacré à l'action sociale, à ceux qui la conçoivent, l'organisent et l'animent, à ceux aussi qui en bénéficient* » lisait-on dans l'édito de Jacques Dupoyet, dans le tout premier numéro d'*Interaction*, en juillet 1994. Lancée et soutenue par des acteurs du social et médico-social, vite passés de deux à trois dès le deuxième numéro et jusqu'à douze aujourd'hui, l'idée a prouvé sa pertinence. Unique en son genre, diffusé à 10 000 exemplaires gratuitement auprès des professionnels et du grand public, reposant sur un partenariat actif et largement ouvert sur l'extérieur, et réalisé à 100 % par une équipe de journalistes, graphistes et photographes, *Interaction* informe, témoigne, analyse, et ouvre le débat et la réflexion sur les questions et enjeux de société. Au-delà de l'histoire du magazine, nous avons interrogé, pour ce dossier ouvert sur l'avenir, des opérateurs et gens de terrain sur leur vision du social et de son évolution.

# Interaction au fil des ans

Édito, dossiers, reportages, interviews, tables rondes, portraits, focus, brèves... À travers ses diverses et évolutives rubriques, *Interaction* témoigne des réalités, questionnements et initiatives, dans les champs de l'action sociale, du logement, de l'aide à domicile, de la famille, de l'accueil des migrants, de l'économie sociale et solidaire, de l'insertion...

Que deviennent les enfants placés en institution à leur sortie ? Parents et enseignants savent-ils se parler, s'écouter, se comprendre ? Jusqu'où ira-t-on dans la privatisation de la solidarité ? Famille, qui es-tu ?... Dès les premiers numéros, *Interaction* conviait à la réflexion et à l'échange, nourris par des éclairages locaux mais aussi par les contributions d'experts reconnus à l'échelle nationale, tels que le prêtre engagé dans le dialogue interreligieux Christian Delorme, le sociologue Michel Chauvière, le spécialiste des sciences de l'éducation Philippe Meirieu, l'ex haut-commissaire aux solidarités contre la pauvreté Martin Hirsch, pour ne citer que quelques interviewés des premières décennies.

*Interaction*, lieu de dialogue, c'est aussi, outre le magazine et son site Internet, des Rencontres autour de thématiques du social, dont les trois dernières autour de l'étude Pauvreté précarité dans l'Ain, avec la présence du sociologue, directeur de recherche au CNRS, Serge Paugam. ■

## La genèse

En 1991, l'Alatfa (ex-Alfa3a) et l'Adapei de l'Ain lançaient un supplément *Actions* dans le journal hebdomadaire *Voix de l'Ain*.

1994

Actions devient un magazine trimestriel indépendant, *Interaction*.



1996

Les 1<sup>ères</sup> Rencontres d'Interaction, journées riches d'échanges avec conférences, tables rondes, témoignages, réunissent un nombreux public autour du thème « Pratiques sociales et développement local ».

2007

Philippe Bertrand consacre au magazine *Interaction* une partie de l'émission radio *Carnets de campagne*, diffusée le 7 mars. Pour l'écouter : <https://urlr.me/7c1px>

2011

4<sup>e</sup> changement de maquette, nouveau format, et nouvelle organisation des pages, avec l'apparition du « cahier Partenaires ».



2014

*Interaction* fête ses 20 ans avec un numéro spécial jeunes.



2016

Les Rencontres d'Interaction se font l'écho de la première étude Pauvreté précarité dans l'Ain.



2018

En juillet, la rubrique Table ronde s'enrichit d'un enregistrement radio diffusé en podcast sur RCF 01. En octobre, *Interaction* rechange de look, avec une maquette plus aérée, plus dynamique.



2019

*Interaction* fête ses 25 ans en présence de la fondatrice de l'ONG d'information « Le Projet imagine ».



2021

Alain Gilbert, journaliste passionné, sans qui le magazine n'aurait jamais vu le jour, prend sa retraite. Son interview est à lire dans le n°105 : <https://urlr.me/rHbMB>



2022

Le site Internet [www.interaction01.info](http://www.interaction01.info) voit le jour. Outre le magazine, on y trouve des articles complémentaires, des vidéos, des rubriques En bref, Agenda... *Interaction* investit aussi le champ des réseaux sociaux.



2024

Et l'histoire continue...



3 QUESTIONS À

Jacques Dupoyet

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

## Qu'est-ce qui fait la pérennité d'Interaction ?

Sans doute d'abord, un état d'esprit propre à l'Ain et aux partenaires réunis du magazine, tous conscients de leur nécessaire complémentarité pour répondre aux exigences sociales de nos territoires. Nonobstant ce ciment indispensable pour faire équipe, nous leur devons la pérennité du magazine tant pour leur soutien financier que pour leur apport intellectuel. Nous la devons également aux équipes de rédaction, qui ont permis de transformer ce qui n'était au début qu'un rêve en une réalité qui perdure.

Enfin, nous la devons à la qualité de notre lectorat qui a su manifester son intérêt et son soutien pour un véhicule d'information proche du terrain, porteur d'informations pratiques, objectives, ainsi qu'à la qualité et la formidable diversité du foisonnement associatif départemental au service du lien et du bien commun.

## Qu'a permis ce magazine ?

D'abord, de rapprocher les différents acteurs du social, en favorisant leur connaissance réciproque, aussi de nouer des partenariats solides entre eux et donc d'être plus efficaces en matière d'accompagnement et de traitement social, voire plus économes des deniers publics. Enfin, il aura permis au grand public d'avoir une vision la plus claire possible des services rendus par les acteurs sociaux mais également, et souvent par leur intermédiaire, des engagements de l'État et des collectivités territoriales dans les politiques sociales au service du développement local.

## Quelles perspectives pour l'avenir ?

Si ce n'est celles d'origine, toujours d'actualité, d'inciter tous les acteurs départementaux du monde social, médico-social, politique et économique, publics ou privés, à œuvrer ensemble pour la meilleure inclusion possible dans notre société des personnes victimes de ségrégations, de violences, d'accidents de la vie.

Nous avons l'ambition de transformer *Interaction* en une grande agora départementale, via une information numérique permanente partagée, au service de tous.

Nous souhaitons également renouer avec les rendez-vous des Rencontres d'Interaction.

“

*Interaction, ce n'est pas seulement un magazine confié à une équipe de journalistes professionnels, c'est aussi une référence pour tous les professionnels qui le lisent et s'y reconnaissent. Interaction, c'est enfin un "média" lu et apprécié par le grand public. C'est un paradoxe - une sorte de grand écart - qui nous va bien. Choisie, expliquée, commentée, valorisée, l'action sociale a tout à gagner à se présenter à visage découvert à ceux qui sont ses bénéficiaires.* »

Alain Gilbert (extrait de l'édito du n° 97)

# « Dans le champ du social, nous avons tout à créer ! »

Le directeur général adjoint à la solidarité du Conseil départemental de l'Ain revient sur trente ans d'action sociale dans l'Ain.



**Thierry Clément**  
Directeur général adjoint à la solidarité  
du Conseil départemental de l'Ain

## Comment le social est-il devenu une compétence régaliennne du Département ?

À la fin des années 1980, nous participions à la mise en place de la politique de la décentralisation. C'était le démarrage, pour le Conseil général de l'époque, de nouvelles attributions comme l'action sociale. Cette compétence était exercée antérieurement par l'État. Nous avons tout à créer ! Et avec la décentralisation, nous avons géré cette compétence sociale dans une logique de plus grande proximité. Parallèlement, nous constatons une évolution de la situation sociale des personnes, avec le développement de formes de pauvreté et de précarité, d'un chômage plus massif. Le RMI a fait son apparition dans les années 1990, l'État prenait en charge l'allocation et les Départements l'insertion. Et à cette époque, il existait encore peu d'outils d'insertion mais le secteur associatif s'est montré particulièrement actif sur ce sujet. Des projets d'insertion ont alors vu le jour, c'était une période pionnière dans ces dispositifs.

## Comment le Département s'est-il approprié cette nouvelle compétence et a-t-elle été déclinée au plus près du terrain ?

Le Département s'est aussi emparé de la question de la dépendance et de l'aide aux personnes âgées. Nous voulions incarner cette notion de proximité, avec des décisions prises au plus près du terrain, en conformité avec la règle de droit. Le Département a alors été expérimentateur de la prestation « dépendance », à l'époque où Simone Veil était ministre

des Affaires sociales. Nous étions douze Départements à participer à cette innovation qui a donné lieu à la création de l'APA\*. C'était un tournant important, car on rompait alors avec une logique de prestation standardisée pour tendre vers un système plus individualisé et qui relevait d'une évaluation médico-sociale. Ce tournant a conduit à la même réflexion du côté des personnes handicapées avec la création de la prestation de compensation du handicap (PCH). Dans le même temps, le secteur associatif dans l'aide et l'accompagnement à domicile s'est fortement développé. Quant au champ de l'enfance et de la famille, nous avons donné une vraie chance à la prévention depuis trois ans pour éviter des dégradations de situation et parfois des placements. Cette politique porte déjà ses fruits.

## Et aujourd'hui ?

Depuis dix ans, nous sommes dans une logique d'inclusion, de maintien ou d'accompagnement à domicile, dans tous les champs de l'action sociale. Ce qui a conduit à une évolution importante de la formation et de la professionnalisation des personnels. Aujourd'hui, nous rencontrons cependant d'importantes difficultés de recrutement... Nous travaillons sur ce sujet, avec notamment la création de notre plateforme d'attractivité des métiers du social et du médico-social qui entrera en pleine vitesse d'ici l'été. ■

\* Allocation personnalisée d'autonomie

## Métiers du domicile

« Montrer que c'était possible était un gage de pouvoir convaincre »

Évoquer les évolutions de l'aide à domicile pendant ces trente dernières années, c'est évoquer la vie professionnelle de Martine Verne. Dans l'Ain, depuis son entrée à l'ADAPA en 1981 à l'âge de 26 ans, elle a accompagné, voire initié, bon nombre de réformes du métier. Elle en parle toujours avec la même flamme.

Martine Verne est entrée en 1981 à l'ADAPA – qui signifiait à l'époque l'association départementale d'aide aux personnes âgées – comme directrice. Un poste qu'elle a gardé... jusqu'à son départ à la retraite en 2021. Entre les deux, quarante ans d'histoire de l'aide à domicile. Des évolutions, des transformations du métier qu'elle a accompagnées, voire très souvent initiées avec l'ADAPA. Pour en parler, elle a coché beaucoup de dates sur son cahier. Elles retracent notamment les grandes étapes de professionnalisation d'un métier qui, à l'époque, permettait seulement aux femmes d'avoir « un petit boulot pour améliorer l'ordinaire ». 1983, la première convention collective, « un sacré pas ». 1988, mise en place du certificat d'aptitude aux fonctions d'aide à domicile (CAFAD). 2002, le diplôme d'auxiliaire de vie et un an plus tard, la première convention collective unique. « La structuration est passée par la formation, le diplôme et les textes encadrant le travail. » En 2019, Martine Verne souligne la mise en place des équipes à responsabilité élargie permettant de donner

plus d'autonomie aux aides à domicile. « C'est une nouvelle approche du travail qui permet de lutter contre la solitude du métier et sa pénibilité, de monter en compétences et d'être reconnue. C'est très important. »

## La réforme de l'aide et du soin

Dans l'Ain, son goût de la rencontre et sa curiosité lui ont souvent permis d'avoir un coup d'avance. « J'ai toujours pensé qu'expérimenter, montrer que c'était possible était un gage de pouvoir convaincre, notamment, les financeurs », confirme-t-elle. Mise en place de la prestation expérimentale dépendance – précurseur de l'APA – dès 1995, ouverture des premiers habitats intermédiaires Haissor en 2013... Elle a aussi milité dès 2018 pour un service polyvalent d'aide et de soins en créant le premier SPASAD. Martine Verne défendait déjà l'idée que « les services d'aide à domicile soient reconnus comme un maillon du parcours de soin de la personne ». La réforme de l'aide et du soin est aujourd'hui en train de se mettre en place. ■



« Le public a changé. Ce qui est attendu, c'est une spécificité. Que dans l'aide au quotidien, il y ait une reconnaissance des personnes, de leur histoire en apportant une aide efficace. »

## Des métiers en évolution

La flotte de véhicules : « Une sacrée avancée ! »



Mégane aime développer les projets. Le prochain sera l'accompagnement de la résidence Haissor de Saint-Cyr-sur-Menthon qui ouvre prochainement.

Mégane Diaz est responsable de secteur à l'ADMR depuis 7 ans. À son poste, elle a déjà accompagné et observé plusieurs évolutions des métiers du domicile. Les journées de Mégane Diaz sont bien occupées. La jeune femme de 28 ans est responsable de secteur à l'ADMR Rive de Saône. Elle gère 35 intervenantes à domicile et suit les dossiers de 300 clients répartis sur 30 communes. Elle est épaulée dans son travail par deux collègues secrétaires et une dynamique et précieuse équipe de bénévoles. En sept ans, Mégane a vu ses tâches se diversifier, voire se densifier : visite annuelle des clients dans le cadre de la démarche qualité,

mise en place du projet personnalisé pour les bénéficiaires les plus fragiles. « Nous avons aussi des demandes de plus en plus tardives et des exigences des familles, qui nécessitent une grande réactivité et de revoir les plannings ». En sept ans, elle observe aussi de belles avancées du métier avec la mise en place régulière de formations, d'outils numériques et deux revalorisations des salaires « même si la bienveillance à domicile n'est pas bien payée » dit-elle joliment. Elle met en point d'orgue l'arrivée, en 2023, d'une flotte de véhicules grâce à l'aide du Département. « C'est une vraie reconnaissance du métier. Une sacrée avancée ! » ■

## Handicap

# L'ouverture en ligne de mire

**Quand on pense aux transformations du handicap, on pense souvent à l'inclusion. Si la dynamique a incontestablement marqué les trois dernières décennies, le secteur a connu des changements bien plus vastes.**

Président du CTS\* de l'Ain, Philippe Roche fait remonter l'évolution du handicap aux lois de 1975 qui ont conduit à une reconnaissance et une catégorisation. Le mouvement a continué avec la loi 2002-2 en faveur de la reconnaissance des droits des usagers qui a refondu, structuré le secteur et a apporté une rigidification des règles de fonctionnement.

Dans son sillage, la loi de 2005 a renforcé la participation sociale des bénéficiaires, accélérant la route vers l'autodétermination. « La place de l'usager est de plus en plus reconnue, entendue et formalisée, notamment avec les CVS\*\*. »

**Moins de silos**  
Les dernières décennies ont vu reculer la compartimentation en secteurs (enfants, adultes...) et entre

acteurs. « On a travaillé la coopération parce que c'est la bonne formule. Personne n'a tout le trousseau de réponses », résume Philippe Roche. Ainsi, la double vulnérabilité, marquée par les troubles somatiques, psychiques ou mentaux combinés au poids de l'environnement, a été reconnue. Ces évolutions sont d'autant plus importantes que les publics accompagnés ont changé avec notamment la montée en puissance de la prise en charge de l'autisme, quittant le giron de la psychiatrie.

### Désinstitutionnaliser

Question moderne par excellence, la désinstitutionnalisation remonte pourtant à la création des SESSAD\*\*\* en 1969. « Dans le handicap moteur, la logique était : pourquoi créer des internats alors qu'il existe des solutions à proximité ? » Si le handicap mental privilégiait d'abord la réponse institutionnelle, l'impact progressif des lois et le virage vers l'école inclusive ont changé la donne. « On passe d'une forme d'institution à une autre, plus mobile, plus proche des parents. Mais aller vers l'extérieur, c'est aussi "avoir les murs de l'institution dans la tête", sinon on fait du libéral ! C'est du travail pluridisciplinaire et en équipe auquel les jeunes professionnels sont plus habitués. » Cette nouvelle approche est facilitée par la progression du secteur sur

sa capacité d'évaluation et en ingénierie de projets des personnes accompagnées. Pour autant, des enjeux persistent. La transformation implique une complexité croissante. « Les projets évoluent vers de plus en plus de petits morceaux, d'équipes mobiles... On fait plus de saupoudrage en essayant de s'appuyer sur l'existant » qui, même s'il répond aux attentes, induit une plus grande difficulté de gestion. « Et le vrai problème, c'est la crise des vocations. Il y a une perte d'attractivité des métiers du secteur à tous les niveaux. » ■

\* Conseil territorial de santé  
\*\* Conseil de vie sociale  
\*\*\* Service d'éducation spéciale et de soins à domicile



Sport et culture sont des vecteurs d'inclusion comme ici avec le projet Oneteam mêlant la JL Bourg et des jeunes d'IME de l'Adapei.

## Logement social

# Être à la hauteur de l'enjeu

**En trente ans, le logement social a connu une accélération législative. Mais dans un contexte de croissance démographique et d'attentes des locataires, une mobilisation de tous les acteurs s'impose pour répondre aux enjeux de construction et de réhabilitation.**

C'est dans les années 80 que la politique du logement s'est orientée vers le social avec la reconnaissance de l'habitat comme un droit fondamental et la définition des droits et devoirs des locataires. Le mouvement s'accélère dans les années 90 avec les plans départementaux pour le logement des personnes démunies et la création des fonds de solidarité logement qui donnent un cap aux bailleurs. Sur cette base, le nouveau millénaire apporte son lot de réglementation pour encadrer le logement social, fléchir les responsabilités des acteurs et renforcer la transparence. Difficile de ne pas évoquer la loi SRU\* imposant 25 % de logements sociaux pour les communes d'une certaine taille et qui a incité les maires à se saisir de la question. Les sujets de rénovation urbaine, de mixité sociale et d'amélioration de l'habitat ont été érigés en priorités. Des textes comme la loi DALO\*\* ou ALUR\*\*\* créant un système national d'enregistrement pour la demande de logement ont agi en faveur de l'accès au logement. Dans

un autre registre, la loi ELAN\*\*\*\* de 2018 a impulsé, entre autres, le regroupement des organismes de moins de 12 000 logements afin de « construire mieux et moins cher ».

### Une mission collective

Pour Bernard Perret, directeur de la Semcoda, les bailleurs doivent jouer sur deux tableaux. Le premier porte sur la réhabilitation, enjeu colossal aux coûts élevés. « Face à la rareté du foncier, il faut redorer l'habitat collectif pour les programmes plus anciens en tenant compte de ce qui est éternel et aller vers un produit de qualité, attractif et répondant aux normes. » L'autre axe concerne le développement de nouveaux logements. Or, le contexte est défavorable : coûts de construction et taux d'intérêt élevés, raréfaction du foncier sur fond de loi ZAN (Zéro artificialisation nette), écart croissant entre les loyers du parc social et du privé. Et les taux de vacances au plus bas dans le parc social démontrent la tension sur l'offre de logements abordables et en parallèle l'ar-

rêt du parcours résidentiel. « On a besoin de 15 000 nouveaux logements sur les six, sept prochaines années », rappelle Bernard Perret. « Il faut répondre présent. Actuellement, les acteurs sur le territoire ont conscience des enjeux mais la hauteur des défis à relever est vertigineuse. C'est une question de volonté et de moyens. On allait déjà vite, mais il faut accélérer et emmener tout le monde. Sans la mobilisation de tous les partenaires, ça ne fonctionne pas. S'il manque un maillon (financeurs, bailleurs ou collectivités), on ne peut pas produire de logement social. » ■



**Bernard Perret**  
Directeur de la Semcoda

« Je pense que l'image du logement social s'est améliorée. »

\* Solidarité et renouvellement urbain.  
\*\* droit au logement opposable.  
\*\*\* loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové.  
\*\*\*\* loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique.

## Témoignage

# « On fait plus de choses en partenariat »



Laëticia Biasini, éducatrice spécialisée, coordinatrice du SAJ Adapei de Lassignieu, arrive à Lassignieu en 1994. « J'ai tout de suite fait ma formation d'AMP\*, car le directeur souhaitait du personnel diplômé. » La situation est bien différente aujourd'hui. « On dit que personne ne veut faire ce métier. C'est dommage. » Confrontés aux problèmes de recrutement, les établissements composent avec des salariés moins qualifiés et une rotation importante. « On s'éloigne parfois du terrain pour faire de l'administratif. Il faudrait dynamiser le travail des éducateurs pour qu'il soit plus

attractif. »

En trente ans, elle a vu l'accompagnement évoluer pour le meilleur. « On fait plus de choses en partenariat, en mélangeant les populations. L'ouverture sur l'extérieur est une chance. » Elle se réjouit que l'on parle plus de handicap afin de valoriser les capacités des bénéficiaires auprès du grand public. « Les familles sont moins présentes que par le passé, mais il y a de l'échange. Il est important de travailler ensemble et on se sent soutenus. » ■

\* aide médico-psychologique



## Objectif qualité de vie

Parmi les attentes de ses locataires, la Semcoda a identifié le besoin de réactivité, d'équipements entretenus, d'une bonne communication et de démarches simplifiées. Ils aspirent à un cadre de vie de qualité et à trouver l'équilibre entre recours à la technologie, à la dématérialisation, mais sans rompre avec la présence physique. « On ne peut pas faire de logement social sans proximité avec nos locataires », tranche Bernard Perret.

Pour lui, les bailleurs ne peuvent pas contribuer seuls à la satisfaction des locataires. « Il faut penser collectivement pour améliorer le vivre ensemble. Quand on développe du logement social sur une commune, il y a besoin d'un projet social autour duquel tout doit s'organiser. »

# Paroles de lecteurs

Comment les lecteurs jugent-ils le magazine ? Qu'y trouvent-ils ? Que lisent-ils en priorité ? Qu'aimeraient-ils y voir ? Quelle est leur vision du social et de son évolution ? Nous leur avons donné la parole. Extraits.

Ce qui me marque dans Interaction, c'est la découverte du tissu associatif et professionnel local. J'aimerais voir des suivis des projets sur le long terme (4-5 ans) pour en percevoir les évolutions.

Sur le social, il y a une difficulté globale, avec une disparition des postes et un manque de budget, de la petite échelle au projet au long cours. L'envie est là, mais le manque de moyens parfois fatigue les acteurs. Il y a un manque de vision politique réaliste pour arriver à résoudre les problèmes présents.

**BAPTISTE**, CHARGÉ DE PROJETS

Merci pour votre engagement et ce beau travail au long cours.

**ÉMILIE**, CHORÉGRAPHE



Je lis ce magazine comme d'autres, parce qu'il est à ma disposition. Ce qui me plaît ? Les portraits de gens engagés. Et les illustrations dessinées. J'aimerais trouver plus de chiffres, de statistiques, des « camemberts »... pour confirmer ou infirmer les idées reçues du grand public (et de la télé). Et même des fiches à conserver, découper.

Pour l'usager potentiel, le social est encore (malgré les efforts de tous) un labyrinthe, d'où le renoncement à des démarches et des droits.

**CATHERINE**, RETRAITÉE RÉCENTE

Les articles du magazine sont très bien documentés. Mon regard sur le social est plutôt mitigé. Il y a de nombreuses améliorations, c'est sûr, mais aussi pas mal de reculs. Je trouve que l'on fait de plus en plus d'assistantat au lieu de donner des moyens aux gens pour les aider à vivre mieux. Il serait mieux de leur apporter une aide « morale » plutôt que de l'argent.

**DANIÈLE**, BÉNÉVOLE ASSOCIATIVE

L'actualité de l'Ain est parfaitement relayée par ce magazine qui devrait pouvoir être diffusé encore plus largement.

Il serait intéressant de programmer des articles sur l'utilisation des écrans, des réseaux sociaux.

**RÉGINE**, BÉNÉVOLE ASSOCIATIVE

Étant un ancien acteur de la vie associative, tout m'intéresse dans Interaction. J'aimerais voir traiter les nouvelles problématiques telles que le vieillissement, notamment des vieux migrants, la transmission des savoirs des anciens.

Je pense que le social devient de plus en plus institutionnalisé, avec plutôt des métiers entiers et variés. Les associations deviennent des services de l'État. Les petites associations de militants se font bouffer par les plus importantes, faute de moyens et de militants motivés.

**ALI**, RETRAITÉ



Le magazine est orienté "tout va bien" dans un monde qui se détériore et confie aux investisseurs et financiers la population la plus faible pour augmenter leurs bénéfices.

**ISABELLE**, ACCOMPAGNATRICE FAMILIALE ET PARENTÉ

J'ai une vision plutôt pessimiste de l'évolution du social et un magazine comme Interaction, en montrant que des habitants engagés mettent en place des initiatives impactantes sur la société, me donne de l'espoir.

Il m'apparaît important d'aborder dans les sujets la culture, l'école, les questions de transidentité, l'inégalité des chances et le concept de transfuge de classe, l'impact du tout numérique sur les populations les plus fragiles, et une grande question : quelles relations demain entre les êtres humains avec l'intelligence artificielle qui prend de plus en plus d'ampleur dans les usages ?

**GORAN**, PSYCHOLOGUE



J'apprécie Interaction pour plusieurs raisons : les sujets abordés qui ne sont pas apparemment dans les autres presses locale et nationale, la clarté des articles, de la présentation.

Le social passe une phase chaotique actuellement et se positionner devient à risque. Les associations, entreprises deviennent trop grosses et perdent l'essence de départ, le regard intérieur.

**EDWIGE**, ARTISTE

J'ai toujours trouvé le magazine beau et suis heureux de voir un outil d'une telle qualité.

J'aimerais voir plus de sujets liés à la parentalité, la famille. C'est extrêmement important d'accompagner les parents qui peuvent être dépassés : la cohésion familiale est en jeu, la réussite des enfants aussi, la sécurité.

**ÉRIC**, PRÉSIDENT D'ASSOCIATION



Le but et le rôle du travail social ne seraient-ils pas de rallumer la flamme de la vie là où elle commence à faiblir ?

**PIERRE**, RETRAITÉ

Je trouve toujours le magazine dans un point de dépôt. Parfois je vais rechercher sur le site un article paru dans des numéros précédents. Je suis toujours surprise par la profusion des sujets.

Sur le social, beaucoup de structures se sont « fonctionnalisées ». La liberté et l'autonomie des associations est très restreinte et relative. Je suis très critique sur la formation des travailleurs sociaux qui, je trouve, manque d'engagement, mais également sur leurs rémunérations qui sont ridicules.

**CATHERINE**, CHEFFE DE PROJET



Le magazine papier permet de se sortir de l'hypernumérique et est très agréable à lire.

**GRÉGORY**, DIRECTEUR D'ASSOCIATION

Je démarre toujours par la lecture des brèves, qui permet d'avoir très vite une vue d'ensemble sur les nouveautés dans le réseau partenarial du social de l'Ain. Puis j'entre dans les différents dossiers ; il faut plus de temps, de disponibilité d'esprit.

Ayant eu la chance de faire partie des partenaires impliqués dès le lancement de la revue, je peux dire que permettre aux acteurs de se rencontrer, de se connaître, de créer les conditions pour échanger et avancer ensemble, était une vraie gageure il y a trente ans.

**FRANÇOIS**, BÉNÉVOLE ASSOCIATIF



# L'actualité du social dans l'Ain depuis 30 ans

# 30 inter action